

L'Inde et le Pakistan veulent résoudre « pacifiquement » leur contentieux sur le Cachemire

NEW YORK. Les premiers ministres indien et pakistanais, Atal Bihari Vajpayee et Nawaz Sharif, se sont mis d'accord, mercredi 23 septembre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, pour régler pacifiquement le conflit sur le Cachemire, ont annoncé les deux pays. Une rencontre indo-pakistanaise aura lieu du 15 au 18 octobre au niveau des ministres des affaires étrangères, ont ajouté ces deux ministres dans un communiqué conjoint à l'issue des discussions, qui se sont déroulées dans un hôtel de New York. Les relations entre les deux pays s'étaient encore détériorées après que l'Inde eut procédé à une série d'essais nucléaires en mai, à laquelle le Pakistan avait répondu par sa propre série d'essais atomiques. (AFP)

Cambodge : nouvelle tentative d'attentat contre Hun Sen

SIEM REAP. Le « second » premier ministre cambodgien, Hun Sen, a échappé à un attentat à la roquette contre son véhicule, jeudi 24 septembre, à Siem Reap. L'homme fort du Cambodge n'a pas été blessé mais un jeune garçon a été tué et trois autres personnes blessées, selon ses gardes du corps et la police. Hun Sen se rendait à la résidence du roi Norodom Sihanouk pour assister à l'ouverture de la première session de l'Assemblée. La roquette, apparemment téléguidée, a explosé à une dizaine de mètres de la voiture du « second » premier ministre. Trois autres roquettes ont été découvertes près du lieu de l'attentat. Le Cambodge a été secoué par des manifestations en septembre, lorsque l'opposition a contesté les résultats des élections législatives remportées par le parti de Hun Sen. (AFP)

Le cyclone Georges a ravagé la République dominicaine

SAINT-DOMINGUE. Le bilan du cyclone Georges, qui se dirige vers le sud de la Floride après avoir ravagé les grandes Antilles, ne cesse de s'alourdir. « Nous avons recensé 70 morts, plusieurs centaines de disparus et plus de 100 000 sans-abri », a déclaré, mercredi 23 septembre, le président dominicain, Leonel Fernández, au retour d'une tournée d'inspection dans l'est de la République dominicaine. Véritable « tragédie nationale » selon le président dominicain, le cyclone a provoqué des dégâts matériels considérables dans la capitale, Saint-Domingue, et dans la campagne. Les conditions sanitaires sont de plus en plus précaires dans l'ensemble de la République dominicaine, qui était déjà menacée par une épidémie de dengue, une dangereuse maladie tropicale. En revanche, Georges a fait moins de victimes en Haïti, où 13 personnes ont été tuées lors du passage du cyclone. A Cuba et en Floride, les autorités ont pris de strictes mesures préventives. (Corresp.)

Le maire islamiste d'Istanbul va être incarcéré

ANKARA. La Cour de cassation turque a confirmé, mercredi 23 septembre, une condamnation à dix mois de prison prononcée contre le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, mettant ainsi fin à la carrière politique d'un grand espoir du mouvement islamiste turc. M. Erdogan, quarante-quatre ans, considéré comme l'héritier du chef historique de ce mouvement, Necmettin Erbakan, devra aller en prison, sera déchu de son mandat de maire et ne pourra plus se présenter à des élections. M. Erdogan avait été condamné le 21 avril dernier par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir (Sud-Est) à dix mois de prison ferme pour des propos « visant à la provocation raciale et religieuse ». (AFP)

Annulation d'un concours européen entaché d'irrégularités

BRUXELLES. La Commission européenne a décidé, mercredi 23 septembre, d'annuler un concours européen pour recruter des fonctionnaires, auquel ont participé 30 000 candidats, le 14 septembre. Ce concours avait été organisé dans 38 centres de différents Etats-membres de l'Union européenne. Les problèmes les plus graves avaient été relevés à Bruxelles, Rome et Milan. A Bruxelles, des candidats avaient pu sortir de la salle d'examen et avaient eu « la possibilité d'utiliser un téléphone mobile », tandis qu'à Milan, les candidats avaient été convoqués à une mauvaise adresse et qu'à Rome, les concours avaient été interrompus par manque de formulaires. On a également affirmé qu'à Bruxelles, des fonctionnaires européens au courant des questions posées lors de ce concours en avaient préalablement informé leurs proches. (AFP)

DÉPÊCHES
■ **EMIRATS ARABES UNIS** : l'ambassadeur des Etats-Unis dans les Emirats, David Litt, a plaidé mercredi 23 septembre pour la démocratie dans ce pays en préconisant la mise en place d'institutions « transparentes qui répondent à la volonté du peuple ». (AFP)
■ **LIBAN** : le délai constitutionnel de deux mois pour l'élection présidentielle commence jeudi 24 septembre, tandis que le mandat de l'actuel chef de l'Etat, Elias Hraoui, s'achève le 23 novembre. (AFP)
■ **RUSSIE** : le procès de l'écologiste russe et ancien officier Alexandre Nikitine, accusé par le FSB (ex-KGB) de haute trahison et d'espionnage, va s'ouvrir le 20 octobre à Saint-Petersbourg, a indiqué mercredi son avocat Iouri Chmidt. (AFP)

La crise financière asiatique a fait dix millions de chômeurs

GENÈVE. Cent cinquante millions de personnes sont effectivement au chômage dans le monde « dont 10 millions ont été déclarés cette année uniquement à cause de la crise financière, qui s'est déclarée en Asie », affirme le Bureau international du travail (BIT) à Genève. Selon le Rapport sur l'emploi dans le monde publié jeudi 24 septembre par cette agence de l'ONU, l'Indonésie est l'un des pays les plus durement touchés. Le chômage pourrait y frapper entre 9 et 12 % de la main-d'œuvre cette année, contre 4 % en 1996 lors de la publication du précédent rapport. En Thaïlande, le chômage pourrait atteindre 6 % de la main-d'œuvre, soit près de 2 millions de personnes contre moins de 700 000 en 1996. En Corée du Sud, le taux de chômage a presque doublé (7 %) et en Chine, 3,5 millions de travailleurs seront licenciés en 1998, ce qui pourrait porter le taux de chômage à 5 ou 6 %. (AFP)

La France propose une convention universelle contre le financement du terrorisme

Les représailles américaines après les attentats du mois d'août ont été critiquées à l'ONU

Par la voix du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, la France a proposé, mercredi 23 septembre à l'Assemblée générale de l'Orga-

nisation des Nations unies, l'élaboration concertée de mesures visant à priver le terrorisme de ses sources de financement. Le premier ministre

britannique, Tony Blair, reprenant cette idée, a proposé d'organiser une conférence sur ce sujet à Londres cet automne.

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant La lutte contre le terrorisme s'est imposée comme le thème dominant à l'ouverture de la 53^e Assemblée générale de l'ONU. La France y a contribué en proposant la négociation d'une convention universelle contre le financement du terrorisme. « Si nous en avons la volonté, nous pouvons lancer cette négociation dès la fin de la présente Assemblée générale », a déclaré le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, lors de son intervention à l'ONU, mercredi 23 septembre.

La résolution que la France a présentée mercredi à l'Assemblée générale propose des mesures « novatrices », telles que « l'impossibilité d'opposer le secret bancaire aux instances judiciaires chargées d'enquêter sur un attentat terroriste ». Lancée par le président Jacques Chirac, cette démarche vise, selon la délégation française, à « se donner les moyens de traquer les baillères de fonds et les commanditaires » des attentats. La proposi-

tion française est soutenue par le premier ministre britannique Tony Blair, qui a proposé d'organiser sur ce sujet une conférence à haut niveau à Londres cet automne.

Selon M. Védrine, M. Clinton ne doit pas démissionner

Ce débat intervient un mois, presque jour pour jour, après les raids menés par les Etats-Unis en Afghanistan et au Soudan, en représailles aux attentats perpétrés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. De nombreux orateurs ont exprimé leur désapprobation de l'action « unilatérale » de Washington. « Le terrorisme est une menace globale qui exige une action globale », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, « des actions individuelles menées par des Etats membres contre d'autres Etats (...) ne peuvent pas résoudre le problème, nous devons agir

ensemble », estime Kofi Annan. « Pour lutter contre le terrorisme, il faut une action méthodique, précise, une coopération », a dit pour sa part M. Védrine.

La politique étrangère américaine était aussi implicitement visée par le chef de la diplomatie française lorsqu'il a insisté sur la nécessité de « préserver au Conseil de sécurité de l'ONU le monopole de la coercition légitime en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agressions ». « Rien ne justifie qu'un Etat, un groupe d'Etats ou une organisation, aussi puissants soient-ils, recourent à la force sans y avoir été préalablement autorisés par le Conseil de sécurité, sauf en cas de légitime défense », a affirmé M. Védrine. Citant en exemple la crise du Kosovo, il a ajouté : « J'entends des voix s'élever pour que l'on se passe de l'autorisation du Conseil de sécurité. Mais après ce cas, il y aura une autre exception, puis une autre... » De proche en proche, a poursuivi le ministre, tout pays se déclarera fondé à intervenir là où ses intérêts, sa sécurité ou ses ambitions l'appellent et tout sera à recommencer... » M. Védrine a néanmoins pris soin de rappeler que la France « n'a jamais exclu l'éventualité d'un recours à la force » au Kosovo.

A propos de l'Irak, le ministre français a estimé que l'on doit « viser à insérer ce pays dans la communauté internationale et d'abord dans la région », en rappelant qu'« il n'y a pas d'autre moyen d'y parvenir que le respect intégral par l'Irak des résolutions pertinentes : toutes ces résolutions, rien que ces résolutions », allusion une fois de plus à la demande américaine que « toutes les résolutions » du Conseil soient appliquées avant que l'embargo pétrolier puisse être levé.

L'Irak, le Kosovo et les affaires « politico-séculaires » du président Clinton ont été évoqués lors de la rencontre de M. Védrine avec la presse américaine. Selon lui, « pour l'avenir de la démocratie dans le monde », M. Clinton ne doit pas démissionner. « On ne peut pas invoquer d'immenses principes à propos de l'importance de quoi », a-t-il dit.

Afsané Bassir Pour

Un Pôle d'Art vocal est créé en région

La Bourgogne donne de la voix à la culture

Pierre Cao donnera son identité musicale à ce projet original qui comprend, d'une part un groupe vocal professionnel du meilleur niveau et, d'autre part, un chœur symphonique amateur. La première saison du groupe vocal débutera en novembre avec les Cantors de Leipzig. Le chœur fera quant à lui son entrée début 1999 avec le « Stabat Mater » de Dvořák.



Une « terre de résonance »

La Bourgogne abrite plus de 300 chorales qui font de cette région une véritable « terre de résonance ». S'appuyant sur ce vivier et sur un partenariat de longue date au sein de l'association « Musique Danse Bourgogne-Assecarn », le Conseil régional et le ministère de la Culture (DRAC Bourgogne) ont décidé de lancer le Pôle d'Art vocal. Selon les programmes musicaux, le chœur symphonique formé par les chorales de la région pourra réunir jusqu'à 200 choristes autour de Pierre Cao, qui assurera également la direction du groupe vocal de 30 chanteurs professionnels, issus d'une sélection nationale. Chef de chœur, chef d'orchestre et pédagogue, le directeur musical du Pôle d'Art vocal a dirigé les plus grandes formations ainsi que des solistes de grande renommée.

Le spectacle vivant soutenu par la Région

La création du Pôle d'Art vocal s'inscrit dans une politique régionale qui s'attache à soutenir le spectacle vivant en Bourgogne et à développer des partenariats avec les scènes nationales. Outre le Théâtre National Dijon Bourgogne, le Conseil régional soutient notamment le Grenier de Bourgogne, le Théâtre de l'Inde, la Compagnie des Saltimbanques, le Théâtre de Saône-et-Loire, les Rencontres et Ateliers de Pernand Vergelesse, et la Compagnie l'Artifice. De plus jeunes compagnies, comme le Théâtre en Scène, le Collectif Ubu, les 26 000 couverts ou la Compagnie Jérôme Thomas qui propose des créations à mi-chemin entre le cirque et le théâtre, trouvent un soutien actif auprès de la Région.

Culturellement vôtre

Le Conseil régional de Bourgogne, qui consacre 42 MF à la culture, intervient dans les domaines du patrimoine, de l'art contemporain, de la danse, du livre et de l'image. Pour en savoir plus sur le Pôle d'Art vocal, les subventions accordées aux associations, et les manifestations culturelles en Bourgogne, n'hésitez pas à contacter la Région.

Conseil régional de Bourgogne
Direction des affaires culturelles
François Nédellec : 03 80 44 33 67



L'opposition réserve ses critiques sur le PACS pour le débat public à l'Assemblée le 9 octobre

La commission des lois a adopté la proposition visant à renforcer les droits des couples non mariés

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 23 septembre, la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité visant à ren-

forcer les droits des couples non mariés. Elle a modifié ce texte, notamment en facilitant la délivrance d'un titre de séjour pour les étrangers

signant un PACS avec un ressortissant français. L'opposition s'en est tenue à une attitude de principe.

LA BATAILLE d'amendements sur le pacte civil de solidarité (PACS) n'a pas eu lieu. Ou du moins pas encore. La réunion de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui a examiné, mercredi 23 septembre, la proposition de loi de la gauche « plurielle », a davantage ressemblé à un débat d'idées qu'à une discussion serrée sur les dispositions à introduire ou à retirer du texte. A l'évidence, comme le suggère Henri Plagnol (Val-de-Marne), qui sera l'orateur du groupe UDF sur ce texte, l'opposition « réserve » ses armes en prévision du débat en séance publique, prévu le 9 octobre.

Mardi déjà, pour préparer ce débat, les groupes RPR-UDF avaient auditionné des notaires, des philosophes, parmi lesquels Guy Coq, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, qui est opposé à ce texte. Roselyne Bachelot-Narquin (RPR, Maine-et-Loire), qui milite au contraire en sa faveur, a quitté

cette réunion avant la fin, énervée de voir que « seuls des opposants avaient été conviés à donner leur point de vue ». Dans le prolongement de cette consultation d'experts, l'opposition s'est contentée, mercredi, de déposer des amendements de suppression pure et simple de ce texte, qui vise à renforcer les droits des couples non mariés, hétérosexuels ou homosexuels. Dans la salle bondée de la commission, qui accueillait également plusieurs membres de la commission des affaires sociales, laquelle examinera le projet de PACS le 30 septembre, la discussion a duré près de quatre heures.

Chacun a dit son mot, « avec sa personnalité », explique Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime). A 18 heures, trois heures après le début de la réunion, Charles de Courson (UDF) termine sa longue intervention : « Avant-dernier

argument... », lance le député de la Marne, qui a détaillé les « méandres fiscaux et juridiques » que le texte va créer. Quelques minutes plus tard, le consciencieux député sort de la salle, une lourde pochette sous le bras, qui porte la mention « PAC-CUCS-PACS 1998 ». Curieusement, Christine Boutin (UDF-FD, Yvelines) n'a pas pris la parole, alors qu'elle mène une croisade contre le texte, dans lequel elle voit un préliminaire au « mariage des homosexuels ». Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) s'est montré « le plus polémique », dénonçant dans le PACS un « linéaire bis » pour l'immigration clandestine : selon lui, « il suffira pour les étrangers, même en situation irrégulière, de contracter un PACS pour obtenir soit un titre de séjour, soit la nationalité française » (lire ci-dessous).

La présidente de la commission des lois, Catherine Tasca (Yvelines), lui a alors annoncé que les

mesures relatives aux étrangers avaient « changé », au terme d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, qui avait eu lieu la veille dans l'après-midi : le délai d'un an pour obtenir un titre de séjour a été supprimé. Désormais, la conclusion d'un PACS constitue « l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France ». M. Mariani n'a pas apprécié cette nouvelle formulation : « Ils ont changé l'article 17, on n'y comprend plus rien ! », s'énervait-il dans les couloirs, avant d'ajouter, rassurant : « On est en train de monter en charge, un peu. »

« ARGUMENTATION COURTE »

L'autre modification apportée au texte concerne le lien d'enregistrement du PACS. Pour des « raisons d'organisation », seule la préfecture apparaît dans la nouvelle version distribuée aux commissaires, mercredi, et non plus la « préfecture » ou la « sous-préfecture », comme dans la précédente mouture. A l'instar du groupe communiste, Guy Hascott (Vosges, Nord) a défendu, en vain, la signature du « contrat » civil de solidarité – il préfère le mot « contrat » au mot « pacte » – à la mairie. « Symboliquement », mais aussi « par souci de cohérence », et pour « limiter les risques d'erreur », le PACS doit être signé au registre de l'état civil de la mairie, a soutenu le vice-président du groupe Radical, Clément Vert. Il souhaite également assouplir le délai pour bénéficier d'une imposition commune – actuellement fixé entre deux et trois ans à compter de la signature du PACS – en tenant compte de l'antériorité de la vie commune des deux partenaires. Au même moment, à Dieppe (Seine-Maritime), où les communistes tenaient leurs journées parlementaires, Bernard Birsinger (Seine-Saint-Denis) a plaidé pour une imposition commune « dès que le PACS est signé ».

« L'argumentation de la droite est massive, mais courte », a conclu M^{me} Tasca.

Philippe Bernard

Clarisse Fabre

Le gouvernement veut en limiter l'attrait pour les étrangers

LA PROPOSITION de loi sur le PACS contient deux dispositions intéressant les étrangers concluant un tel pacte avec un ressortissant français. La première prévoit que le PACS peut aider l'étranger à obtenir la carte de séjour temporaire d'un an au titre de la « situation personnelle et familiale » prévue par la loi Chevènement du 11 mai 1998. Mais les conditions d'application d'un tel lien entre PACS et régularisation d'un étranger risquent d'être âprement débattues.

Dans sa version initiale, le texte des députés soumettait la délivrance de la carte de séjour à un délai d'un an après la conclusion du PACS, ainsi qu'à l'entrée régulière de l'étranger en France, et au fait que son partenaire ait conservé la nationalité française. La commission a supprimé ces trois conditions, faisant simplement de la conclusion d'un PACS « l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France » qui justifient, selon des critères restrictivement appliqués par l'administration, la délivrance d'un titre de séjour. Ces critères n'incluaient pas, jusqu'à présent, les couples homosexuels.

Pour sa part, le gouvernement devrait défendre une position plus rigoureuse, exigeant un délai d'une, voire deux années après le PACS, ainsi que l'entrée régulière de l'étranger. Une discussion entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, avant l'incident de ce dernier, aurait scellé ce point. Le gouvernement

ne souhaite pas, à l'évidence, aligner le régime du PACS sur celui du mariage avec un Français, qui, depuis la loi Chevènement, permet la délivrance d'un titre de séjour provisoire sans aucun délai.

SIMPLE PRISE EN COMPTE

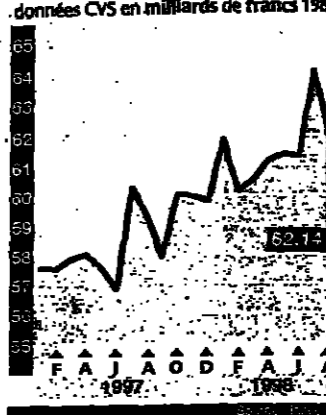
L'accès à la nationalité française via le PACS sera un autre sujet de débat. Le texte, non modifié sur ce point en commission, ne transforme pas le nouveau « pacte de solidarité » en passerelle évidente vers la nationalité. L'étranger qui signera un PACS sera en effet astreint aux lourdes démarches de la naturalisation. Celles-ci exigent, en tout état de cause, cinq années de séjour en France. Mais la proposition prévoit que le fait d'avoir conclu un PACS « depuis au moins un an » sera « pris en compte » pour apprécier la condition d'« assimilation à la communauté française » exigée par le code civil. Sur ce point de la nationalité, il n'existera donc aucun parallélisme entre PACS et mariage avec un ressortissant français, puisque ce dernier ouvre droit à une voie d'accès spécifique à la nationalité beaucoup plus simple que la naturalisation. L'acquisition de la nationalité par mariage est en effet de droit, sans condition de durée du séjour en France, après un an d'union.

La consommation des ménages est restée élevée durant l'été

LA CONSOMMATION des ménages en produits manufacturés a enregistré une nouvelle hausse durant l'été, selon les dernières statistiques publiées, jeudi 24 septembre, par l'Insee. La progression a été de 4,5 % au cours du mois de juillet, avant un repli de 2,9 % en août. Même si la consommation des ménages suit, au mois le mois, des évolutions très heurtées, le niveau atteint en août reste très élevé. Il correspond à des achats pour plus de 62 milliards de francs, alors que, durant toute l'année 1997, la consommation mensuelle a toujours oscillé entre 56 et 60 milliards de francs. En hausse de 32,6 % en juillet, les achats d'automobiles sont particulièrement bien orientés.

CONSOMMATION DES MÉNAGES EN PRODUITS MANUFACTURÉS

données CVS en milliards de francs 1980



André Delelis, maire (PS) de Lens, annonce sa prochaine démission

Âgé de soixante-quatre ans, André Delelis, maire socialiste de Lens (Pas-de-Calais) depuis décembre 1966, a annoncé, mercredi 23 septembre, sa décision de démissionner de son mandat de maire et de quitter le conseil municipal. Il propose à sa succession au poste de maire Guy Delcourt, actuel adjoint à la culture et à la jeunesse. Ancien ministre du commerce et de l'artisanat de 1981 à 1983, André Delelis aura connu tous les mandats électifs : conseiller général de 1962 à 1982, conseiller régional de 1973 à 1989, député de 1967 à 1981, sénateur de 1983 à 1992. Maire de Lens depuis bientôt trente-deux ans, il aura incontestablement marqué sa ville. Seule ombre au tableau, il est, depuis janvier 1997, mis en examen pour « entente frauduleuse » et « atteinte à l'égalité et à la liberté d'accès aux marchés publics » dans une affaire liée à la rénovation du stade de football de la ville. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ RMI : Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, s'est prononcé, mercredi 23 septembre, pour le retrait du RMI à ceux qui refusent un travail ou une formation. « J'ai voté le RMI parce que je pense qu'il est inadmissible qu'un homme ou une femme n'ait pas un minimum de protection sociale », a déclaré M. Sarkozy lors d'une réunion publique à Saint-Max (Meurthe-et-Moselle). « Mais quand on a le RMI et qu'on a trois reprises on refuse un travail ou une formation on doit cesser d'avoir le RMI », a-t-il ajouté.

■ SÉNAT : le groupe de l'Union centriste a publié, mercredi 23 septembre, un communiqué de soutien à René Monory (UDF-FD), candidat à sa propre succession à la présidence du Sénat. « Le groupe de l'Union centriste, unanime, souhaite que tous les groupes de la majorité du Sénat (...) se retrouvent dès le premier tour sur le nom de René Monory », indique ce texte, qui précise que le sénateur de la Vienne, « au-delà de l'union de la majorité sénatoriale qu'il garantit, incarne aussi l'union de l'opposition ».

■ EUROPÉENNES : aucun des responsables de l'opposition ne s'impose nettement pour conduire une liste aux élections européennes, selon un sondage réalisé par CSA, réalisé les 18 et 19 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 008 personnes et publié par *L'Événement* du jeudi (daté 24 septembre). Selon cette enquête, 71 % de l'ensemble des sympathisants de droite « souhaitent » que le président du RPR soit tête de liste, mais Nicolas Sarkozy recueille 70 % d'avis favorables, Edouard Balladur 69 % et Charles Pasqua 62 %.

Votre sens des affaires doit être inné. En effet, l'ABR, le double Airbag⁽¹⁾, la climatisation⁽²⁾, le détecteur de pluie⁽³⁾ et l'anti-démarrage codé sont acquis.

PEUGEOT 605 À PARTIR DE 135 000 F TTC*

* Prix spécial pour une 605 - 2.0i, essence, A.M. 99 au lieu de 160 000 F TTC (tarif conseillé au 01.07.98). Offre spéciale valable du 21.09.98 au 31.12.98 dans le Réseau Peugeot affichant l'opération. (1) Coussins gonflables de sécurité. (2) Réfrigération régulée avec filtre à pollen. (3) Essuie-vitre avant automatique à détecteur de pluie. Modèle présenté : 605, 2.0i, essence, A.M. 99 avec les options peinture métallisée et toit ouvrant.

605
PEUGEOT

PEUGEOT POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUTOURS LA PLUS

LUNDI, LA FRANCE SERA 650 FOIS PLUS BELLE.

Nettoyage de 10 plages de l'île de Groix par 100 personnes.
Création et aménagement d'une mare par les enfants de l'école de Paimpol.
Nettoyage des dunes et plages de Landéda.

Nettoyage en bord de Loire et intervention sur le recyclage à la déchetterie de Montlouis.
Nettoyage des bords de la Creuse.

Nettoyage d'une ancienne décharge à Villers-sous-Ailly pour y placer une mare.
Nettoyage de la plage de Portel.

Nettoyage des étangs du Nectfort.
Nettoyage d'un sentier botanique et d'un étang sur la commune de Rethel.

Plantations d'arbustes et plantes aquatiques autour d'une mare et nettoyage de celle-ci.
Nettoyage du ruisseau des 4 Moulins à Volmerange-les-Mines.

Nettoyage du chemin de la Feuillouse-en-Forêt.
Nettoyage de l'étang des Landes.

Nettoyage d'anciennes carrières à Comnelle pour sauver 3 espèces de tritons.
Nettoyage du parc des Mouilles et des bords du Foron par 200 personnes.

Nettoyage du village de Montjean et des berges de la Pénuse.
Nettoyage des plages de Marennes.
Nettoyage de la Forêt Domaniale de St-Trojanet à Saint-Pierre D'Oléron.

Démonstration de tri sélectif aux élèves de CM de l'école de Cancon.
Nettoyage du lac de Darnéaz et d'un parcours de randonnée pédestre en forêt.
Par 200 personnes.
Nettoyage des berges de Boudouysou à pieds et en kayak.
Nettoyage de la cité Montanog et d'un chemin de VTT à la collade près d'Agén par 200 personnes.

Nettoyage de la Source de l'Avit près de Grabels.
Nettoyage des berges de l'Aude.
Nettoyage de la plage Rive Droite de Palavas.
Nettoyage dans les gorges de la Cèze.
Nettoyage des Vergers du Peyrou et du Petit Bois de la Colline.



La protection de l'environnement, c'est l'affaire de tous.

Alors, les 25, 26, 27 septembre, les centres E. Leclerc, en association avec la Fédération des Jeunes pour la Nature, organisent l'opération "Nettoyons la Nature".

Depuis déjà deux mois, dans toute la France, tout le monde s'est mobilisé avec nous pour mettre sur pied l'opération : particuliers, collectivités locales, réseaux associatifs.

En tout, c'est plus de 35 000 personnes qui, pendant 3 jours, vont nettoyer des sites naturels, les débarrasser de leurs déchets puis trier et remettre ces déchets à des structures en vue de leur recyclage ou de leur destruction. Lundi, dans plus de 650 sites, la nature sera plus propre... et la France 650 fois plus belle.

Pour avoir la liste complète des sites, appelez le numéro Azur au 0 801 306 306.

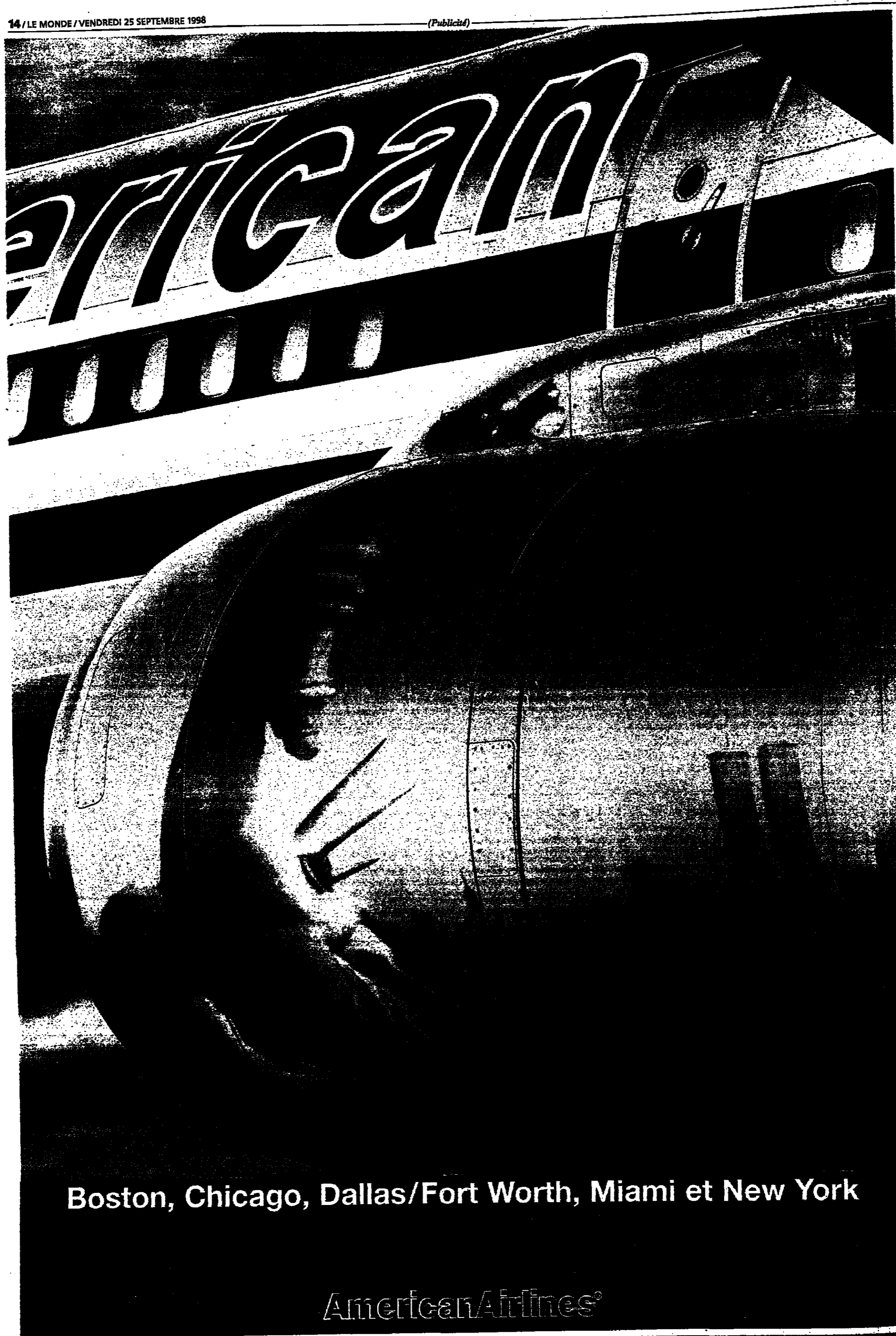
E. LECLERC

هكذا من الأصل

26/LE MONDE/MARDI 15 SEPTEMBRE 1998

14 / LE MONDE / VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1998

-(Publicité)



Boston, Chicago, Dallas/Fort Worth, Miami et New York

American Airlines®

Certaines villes sont desservies par American Eagle®, notre partenaire régional. American Airlines et American Eagle sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. © 1995 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

Grande ch.

HORIZONS

ENQUÊTE

Réglementé et très contrôlé, l'exercice de la chasse aux grands animaux est, pour l'Office national des forêts, un « outil de régulation » démographique. Récit d'une journée de traque où les victimes sont comptées avec soin



Grande chasse en forêt d'Orléans

LE mince croissant de lune n'avait pas encore disparu dans le petit jour que déjà les traqueurs et les tireurs s'étaient rassemblés en demi-cercle devant la maison forestière d'Ingrannes (Loiret) pour écouter les consignes de chasse. D'une voix forte, l'agent de l'ONF (Office national des forêts), médaille d'argent sur la poitrine et trompe de cuivre à la ceinture, commençait à lire un papier imprimé recto verso. « Dans les véhicules, votre arme est déchargée et placée dans son étui... A pied, vous vous déplacez le plus silencieusement possible, la carabine culasse ouverte, fusil cassé, sans cartouche dans l'âme... Votre chef de ligne vous désigne votre poste ; vous vous placez entre le bois, immobile. Vous ne devez pas bouger, le tir à genoux ou assis est interdit... »

C'est un rite plus qu'une obligation, cet énoncé. Comme l'est le silence cassé-croûte avalé avant de rendre la direction des bois. « Allez une minute ! », lance Claude Robert, chef du service départemental du Loiret de l'ONF. « Soyez très attentifs au moindre bruit, les promeneurs et cueilleurs de champignons ont le droit d'être présents en forêt. Corvées et courtoisie sont de mise. »

Couvrant 70 000 hectares et s'étendant sur 60 kilomètres au nord de la Loire en suivant régulièrement la courbure du fleuve, la forêt d'Orléans se targne d'être, après les Landes, l'un des plus grands massifs de France. Plus de 500 hectares appartiennent à l'État (c'est la plus grande forêt domaniale de métropole, mais probablement pas la plus jolie) ; le reste est entre les mains de propriétaires privés tel le comte de La Rochefoucauld (un prent du duc du même nom, mais d'Ingrannes), dont les chasses à courre, fort prisées, donnent lieu à maints commentaires.

Comme dans d'autres sites, l'ONF met en adjudication publique certains de ses territoires, pour dix ou douze ans, auprès de sociétés de chasse agréées, mais se réserve ici un millier d'hectares, à la fois vitrine et laboratoire, où les plans de chasse, l'évolution floristique, les équilibres entre la végétation et la faune, les opérations de coupes, d'éclaircies et de ventes de

grumes, la surveillance des cinq nichées de balbuzards (réintroduits il y a quinze ans après plus d'un demi-siècle d'absence) qui trouvent abondamment de quoi se nourrir dans la Loire en aval des centrales nucléaires, sont suivis avec une particulière attention.

Le lot de Centmaisons est connu de tous les initiés, et surtout de ceux qui, héritiers dans leurs gènes de Robohot, mais plus respectueux que le célèbre braconnier de Maurice Genevoix du droit de l'environnement, se dirigeraient les yeux fermés au carrefour des Brûlés ou à la croix du Chêne-Pointu, à la maison de la Petite-Cour-Dieu, sur les berges de l'étang de la Binoche, ou au lieu-dit du Loup-Pendu. Les parcelles sont toutes délimitées et identifiées par un numéro. Pins sylvestres et chênes constituent les essences les plus répandues, mais le reboisement varié, voire le simple entretien du massif, n'est pas chose facile, notamment dans les endroits où la forêt eût beaucoup à souffrir d'incendies répétés.

Mais le feu n'est pas l'ennemi numéro un. Les principaux responsables visés sont les grands animaux, et notamment les cerfs et les chevreuils, dont la démographie s'emballe depuis deux décennies. Comme dans de nombreuses régions, la densité de gibier atteint ici des plafonds considérés désormais comme franchissables sauf à laisser les arbres à la merci des prédateurs à poil roux, qui doivent bien se nourrir.

POUR L'ONF, l'exercice de la chasse est avant tout un « outil de régulation ». « Cette surpopulation du gibier, générale dans toute l'Europe tempérée, compromet souvent les politiques de régénération des forêts », confirme Yves Birot, chef du service forêt à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). « Il faut savoir aussi que les opérations de protection individuelle des arbres ou de clôturage des parcelles sont extrêmement coûteuses », ajoute-t-il. La pose d'un grillage de 2,2 mètres de haut coûte environ 50 francs le mètre linéaire.

Les chasses de l'ONF visent ainsi le triple objectif de gérer une densité maximale de gibier sur un territoire donné comme un industriel ou un comptable gère son stock de matières pre-

mières ou de produits finis dans ses entrepôts en ajustant l'offre et la demande, de veiller à l'équilibre de l'arbre et de l'animal qui s'en nourrit, et de laisser une « large » place au plaisir cynégétique lui-même. Un cerf, par exemple, a besoin, pour vivre dans des conditions normales, d'évoluer sur un territoire de 1 500 à 2 000 hectares au moins, le chevreuil de 300 à 500.

La solution d'une telle équation, à l'évidence complexe, donne lieu, de temps à autre, à des tensions entre les chasseurs et l'Office, voire les autorités préfectorales qui, par arrêté, déterminent les plans annuels de chasse et délivrent les contingents d'abattage d'animaux — on parle de « prélèvements » — matérialisés, espèce par espèce, par un bracelet de couleur.

Ce jour-là, aucun bracelet de cerf n'est disponible pour l'ONF, les grands animaux étant réservés aux équipages de Monsieur le comte. On s'abstiendra aussi de

50 mètres environ, ils s'arrêtent au milieu du layon qui découpe la forêt. Un coup d'œil à droite, un autre à gauche pour s'assurer que tous les rabatteurs se retrouvent bien sur la même ligne. Et l'armée des traqueurs reprend sa progression difficile dans les fourgères, les genêts ou les taillis mal dépressés où les arbres serrés manquent de place et de lumière, cognant sur les troncs grêles des bouleaux, manquant parfois de verser dans la bauge encore humide foule au lever du jour par quelques sangliers à la recherche de vers, ou sifflottant pour déboucher le gibier.

VOILÀ un jeune pin sylvestre dont le tronc à mi-hauteur semble râpé. « C'est sûrement un chevreuil qui est venu froter le velours de ses petits bois », explique Claude Robert. Le « froit » provoque l'arrachage de l'écorce et la mise à nu de la tige. « Ce n'est pas trop grave car l'arbre est déjà suffisam-

ment grand. S'il avait été plus jeune, sa croissance aurait été irrémédiablement interrompue. » Les forestiers parlent des arbres comme d'une personne et désignent, dans un « peuplement », des « sujets » bien ou mal « conformés ».

Plus loin, un ensemble de semis de frênes mêlés de conifères est visiblement mal en point. Les ingénieurs des Eaux et Forêts expliquent qu'une autre blessure d'arbres porte le nom d'abroustement, c'est-à-dire la disparition des bourgeons et notamment la pousse terminale, tout en haut de la tige centrale.

« Si les animaux se tournent vers ces petits arbres, c'est parce que les autres ressources alimentaires, et notamment les ronces, dont ils sont friands, sont assez rares dans cette forêt », ajoute Claude Robert, qui en profite pour rappeler que si les dégâts de gibier sont susceptibles d'être indemnisés lorsque des agriculteurs sont lésés — c'est une procédure en vigueur depuis vingt ans —, l'ONF comme les forestiers privés, en

revanche, n'ont pas droit à de tels dédommagements, car les pouvoirs publics estiment qu'ils peuvent tirer profit des droits de location aux sociétés de chasse.

Dans la hiérarchie des dégâts, les forestiers mentionnent aussi l'écorçage partiel qui affaiblit la tige et qui — si la cicatrisation tarde — l'expose aux infections et aux pourritures. « Selon les essences, la blessure guérira plus ou moins vite : le douglas a une vitesse de cicatrisation trois fois supérieure à celle du pin sylvestre, deux fois et demie à celle de l'épicéa et deux fois à celle du hêtre », note un spécialiste. Une série de bio-indicateurs a pu ainsi, progressivement, être mise au point : évolution des populations d'animaux (parfois par comptage en coopération avec les associations de chasse), analyse des tableaux de chasse, dégâts aux jeunes plants et aux cultures comme le maïs, un. On applaudit, on commente, on raconte avec moult détails les circonstances des prises, comme dans les inépuisables histoires de pêcheurs.

Le chef des tireurs place alors sur chaque animal un petit branchage de pin qu'il remettra successivement aux heureux tireurs qu'il nomme et congratule un à un. On applaudit, on commente, on raconte avec moult détails les circonstances des prises, comme dans les inépuisables histoires de pêcheurs.

Les fumets de cochonnailles commencent à s'échapper de la grande pièce commune de la maison forestière, dont les murs sont couverts de cartes, d'affiches, de majestueux massacres de cerfs. Une série de onze photos illustre pédagogiquement les stades successifs de la croissance des bois sur la tête des cervidés. Un cycle qui se renouvelle à l'identique chaque année. En mars, au sortir de l'hiver : le cerf n'a plus aucun ornement sur la tête. En août : la bête arbore une ramure superbe et nombre d'andouillers. Quelques semaines plus tard s'ouvre, en effet, la saison du brame et des amours, celle où les mâles affichent leur plus belle prestance.

DEHORS, deux solides gaillards en tablier blanc et armés de couteaux se sont attaqués aux chevreuils. Ils découpent cuissots, côtelettes, épaules, têtes pour les chasseurs qui voudraient un trophée. Chacun partira avec une pièce de viande, tirée au sort, dans un sac vert, d'où dépassent parfois un petit sabot noir. Les moteurs de voitures, phares allumés, commencent à tourner. Quelques portières claquent. Les corbeaux croassent dans les grands arbres.

François Grosrichard
Dessin : Sophie Dutertre

Pour le pluralisme des formes de la vie privée par Véronique Munoz-Dardé et François de Singly

P principal argument d'opposition au pacte civil de solidarité : il risquerait de déstabiliser le mariage. La présence d'une autre forme de vie privée, reconnue par l'Etat, serait pour les détracteurs du PACS, automatiquement défavorable au mariage. Le mariage devrait rester un monopole social de l'organisation des relations à deux au sein de la sphère privée. Cette objection sérieuse mérite examen. En réalité, la défense ou la critique du monopole n'est pas une position de principe : les partisans du monopole du mariage sont, souvent, pour le pluralisme des formes de la vie scolaire ; inversement, une grande majorité des partisans du PACS penchent nettement pour la supériorité de l'école publique.

Pourquoi les personnes du premier groupe affirment-elles que l'école privée, et plus précisément l'école catholique, dès lors qu'elle est validée par des procédures éducatives, ne menace pas l'école publique ? Pourtant, l'école privée n'est pas équivalente de l'école publique, même si elle assure en partie les mêmes fonctions du côté de l'instruction. Elle se différencie de la seconde par les valeurs diffusées dans le fonctionnement de l'institution. Ses partisans estiment non seulement possible, mais souhaitable, qu'existe une coexistence des deux écoles et que c'est une marque de respect de la diversité des consciences, et de la maîtrise par les parents eux-mêmes de l'éducation de leurs enfants. C'est une position tout à fait défendable.

Alors, pourquoi penser l'inverse pour la vie privée ? Le PACS respecte aussi, comme l'école privée vis-à-vis de l'école publique, des règles du jeu communes au mariage, les partisans du PACS oubliant souvent de le signaler. Il doit être conclu entre deux personnes, entre deux personnes uniquement, majeures et consentantes. Il y a donc explicitement refus de la polygamie - cette forme est perçue comme ne respectant pas les femmes - et affirmation d'une cer-

taine exclusivité relationnelle. Le second point commun entre le mariage et le PACS est la solidarité (limitée dans le mariage, on le sait, par certains contrats).

En revanche, trois dimensions du mariage ne sont pas présentes dans le PACS : l'hétérosexualité (elle n'est pas exclue puisque les concubins pourront contracter un PACS ; mais elle n'est en rien obligatoire) ; le droit d'adopter des enfants (qui n'est pas exclu pour les couples hétérosexuels concluant un PACS) ; et la fidélité qui n'est pas inscrite dans l'article 5 définissant la nature du PACS : « Les partenaires liés par un pacte s'obligent mutuellement à vivre en commun. Ils se doivent soutien matériel et moral. Ils sont tenus solidaires l'un de l'autre des dettes contractées par l'un d'entre eux dans le cadre de la vie courante. »

Le mariage repose sur quatre dimensions : « le devoir de fidélité, le devoir de communauté de vie, le devoir de secours d'assistance, la contribution aux charges du mariage » (Rubellin-Devichy, *Droit de la famille*, Dalloz, 1996). Dans les textes, le critère de la fidélité sépare mariage et PACS. Une dernière caractéristique distingue ces deux formes de vie privée : la séparation en cas de PACS sera plus aisée que celle dans le cadre du mariage puisque la rupture peut être unilatérale : selon l'article 9, « le pacte civil de solidarité prend fin par la volonté, ou le décès, de l'un des partenaires », à la condition que la vie commune ait duré au moins douze mois.

Le PACS ressemble au mariage et s'en différencie. Ce n'est en rien un ersatz. L'offre de mariage étant toujours présente, l'invention de produits différents n'est pas engendrée par une pénurie du mariage. Le PACS n'est donc pas l'équivalent de la saccharine ou de l'orge grillée pendant l'Occupation. C'est le « produit » mariage qui est devenu moins attractif.

Avant d'accuser les partisans du PACS de détruire cette institution, il faudrait mieux s'interroger sur les raisons qui font que, depuis les années 70, le mariage décline. Ce

déclin relatif n'a pas été associé au refus de vivre en commun à deux. On est passé non pas du mariage à la vie solitaire mais du mariage au concubinage. Les individus qui choisissent - au moins provisoirement - le concubinage veulent donc une vie à deux différente de la vie matrimoniale. Le développement de l'union libre correspond à un type de relation, reposant moins sur la définition des rôles et sur le support d'une institution et, en contrepartie, plus sur une attention à l'autre en tant que personne.

Concubinage et mariage ne sont pas identiques du point de vue des types d'engagement, le premier est moins sensible à la durée. Le PACS se situe dans cette perspective, en soulignant deux traits : l'absence de référence à la fidélité - dans le cadre d'une vie

treindre la discussion sur les enjeux de la vie commune à deux presque uniquement à la question des enfants (qui n'est pas inscrite dans le projet de loi). A lire ou à entendre des détracteurs du PACS, on croirait que les individus qui se marient ne le font que pour avoir des enfants. Ce serait la justification principale de l'institution du mariage. Tout se passe comme si la hiérarchie des fins du mariage, défendue si longtemps par la doctrine de l'Eglise catholique classant la fécondité et l'éducation avant la satisfaction de la relation conjugale, connaissait une curieuse réhabilitation. Au contraire, l'analyse de la famille contemporaine montre que celle-ci, fondée sur le couple, n'a pas pour unique fonction, ni pour fonction première, la reproduction biologique et sociale. Elle assure

Le mariage, grâce à la concurrence du PACS, sera une institution qui conservera et même retrouvera toute son exigence puisque ceux et celles qui se marieront le feront en ayant le choix

commune à deux - et une sortie plus souple. Ces deux dimensions montrent nettement - et bien autant que l'absence de référence à l'hétérosexualité - la différence entre mariage et PACS. Aujourd'hui dans les pays occidentaux, un certain nombre de personnes souhaitent adopter un style de vie qui, tout en respectant certaines dimensions communes au mariage, soit moins contraignant ou soit davantage « privé ». On peut considérer que l'engagement vis-à-vis de la fidélité relève uniquement d'un contrat entre personnes, sans que l'Etat ait à s'en mêler, à la différence de la solidarité puisque solidarité domestique et solidarité publique sont en connexion étroite.

La cristallisation du débat autour de l'homosexualité tend à res-

aussi, dans une lente montée historique en Occident, le cadre de la construction identitaire des adultes.

Ce qui frappe dans les prises de position contre le PACS, c'est la faible crédibilité de la part des défenseurs du mariage vis-à-vis de ce dernier. Si le mariage est une institution qui répond aux attentes importantes des hommes et des femmes d'aujourd'hui, notamment en mettant l'accent sur la stabilité des liens, à la fois par la fidélité et par une moindre facilité de séparation, alors, pourquoi s'inquiéter ? Le mariage, grâce à la concurrence du PACS, sera une institution qui conservera et même retrouvera toute son exigence puisque ceux et celles qui se marieront le feront en ayant le choix.

Le pluralisme domestique est souhaitable si, et seulement si, - comme pour le pluralisme scolaire - les différentes formes respectent certaines conditions. Non pas des invariants transhistoriques, notamment l'hétérosexualité sexuelle : pourquoi la famille serait-elle la seule institution sociale envers laquelle un tel raisonnement serait tenu ? Serait-elle la seule institution dont le fondement serait « naturel » et donc intouchable ? Là encore, l'histoire est utile. Les résistances aux greffes, à la transfusion sanguine, à la contraception, ont toujours eu recours à une argumentation comparable : celle de l'invariant naturel du corps. Le corps et la famille seraient des invariants que la société n'aurait pas le droit de transformer, au nom d'une « loi naturelle ». Le fait de ne pas croire à l'existence de cette « loi naturelle » n'engendre pas le désordre social et éthique. En effet, pour le corps et l'identité individuelle - comme un le perçoit avec les débats autour des procréations artificielles, ou du clonage - la question n'est pas celle de l'invariant, elle est celle de la définition de l'intégrité personnelle, du respect dû à l'individu. La légitimité repose donc avant tout sur des critères éthiques. Pour l'organisation de la vie privée, le raisonnement est identique.

Le PACS constitue-t-il un projet immoral en fonction des valeurs éthiques ? Au moins trois éléments en font une démarche conforme à certains critères éthiques : - Il favorise la logique d'un engagement, explicite, public. Il ne s'agit pas, contrairement à d'autres propositions, d'une reconnaissance de fait. Les hommes et les femmes qui souscrivent un PACS s'engagent devant une autorité représentant l'Etat.

- Il valorise la vie commune à deux reposant sur la solidarité. On ne peut pas se désoler des risques de l'individualisme, de la solitude et de l'égoïsme dans nos sociétés et critiquer le PACS. A sa manière, il contribue donc au

maintien et au renouvellement des liens entre personnes, élément décisif de la force des liens sociaux.

- L'absence explicite de référence à la fidélité sexuelle prend sens aussi en référence aux transformations des liens sociaux : elle signifie une moindre hypocrisie : n'oublions pas la morale à deux vives dans bon nombre de mariages « bourgeois » à la fin du XIX^e siècle, l'homme pouvant être infidèle. Des femmes et des hommes peuvent décider de s'unir. L'absence explicite d'engagement de longue durée renvoie à une conception des liens plus mobiles. La société d'aujourd'hui et de demain valorise moins l'ancrage définitif pour les adultes, tant au niveau de la vie professionnelle qu'à celui de la vie privée.

A plus long terme, au nom de quoi justifier que l'Etat ait pour fonction centrale de reconnaître, de valider certaines unions plutôt que d'autres ? Pourquoi la vie à deux, toute vie à deux, ne serait-elle pas exclusivement une vie privée sans statut public ? Pourquoi l'Etat n'interviendrait-il pas uniquement (au niveau d'un statut) lorsqu'apparaît un tiers, l'enfant, dont il se porterait garant ? En s'engageant à élever un enfant, les hommes et les femmes obtiendraient la reconnaissance du statut de « parent ». La « famille avec enfant » serait publique (avec statut), et le couple serait privé (sans statut). Cette option plus libérale, revenant à remettre en question le mariage, a pour intérêt de limiter l'influence de l'Etat et, par là, sa zone de contrôle. L'Etat n'aurait plus à codifier les bonnes formes de la commune, il limiterait son action à définir les bonnes conditions pour la vie des enfants.

Véronique Munoz-Dardé est philosophe (University College, Londres).

François de Singly est sociologue (université Paris-V).

Voici les 3 couleurs qui font de **Mistral** un événement dans le monde de la croisière.



هكذا من الأصل

L'Eglise et le pacte civil de solidarité

par Gérard Bénéteau

Au cœur d'un quartier où, avant les progrès de la thérapie, le sida était pratiquement à l'origine d'un enterrement par semaine, j'ai plusieurs fois appelé des familles qui, au nom de leurs convictions religieuses, avaient rompu toute relation avec leur fils homosexuel, les suppliant de venir se réconcilier avec lui, près de son lit d'hôpital.

Je n'ai pas oublié celles qui ont choisi de l'arriver qu'après le décès, pour mettre immédiatement à la porte le compagnon qui, depuis des mois ou des années, partageait avec eux la vie tout autre chose qu'une perte de plaisir. Beaucoup de ces couples, non « labellisés », ont des qualités de relation, des dévouements, des fidélités dont des jumelles d'hôpitaux sont venues témoigner à Saint-Eustache et qui ont sans doute modifié nos paroles dans le secret des confessions.

J'étais donc de ceux qui souhaitent que les dispositions soient prises pour que soient respectées certaines réalités humaines d'aujourd'hui. Mais j'ai en très tôt le sentiment que le débat sur le pacte civil de solidarité s'engageait mal et que nous sortions difficilement d'ambiguïtés que beaucoup - de part et d'autre - avaient intérêt à entretenir.

Je viens de lire la déclaration du Conseil permanent des évêques de France. Elle pose de vraies questions supérieures d'autres que les catholiques s'interrogent légitimement. Elle exprime à juste titre le regret d'un manque de concertation de toutes les familles de pensée. Son ton se veut mesuré, combien plus que les refrains trop connus entendus ces dernières semaines. Elle affirme son refus de toute discrimination à l'égard des personnes. Elle répète, comme elle l'a fait, aux plus forts moments du sida, sa volonté d'accueillir et d'écouter ceux qui sont dans des situations de détresse.

Si j'ose un mot dans ce débat, c'est parce que les solidarités évoquées plus haut me font rencontrer trop d'être en quête spirituelle qui croient ne plus pouvoir l'exprimer auprès d'une Eglise catholique perçue souvent comme étrangère - voire hostile - à leurs cheminement humains. Et c'est sur les conditions du dialogue que nous avons mission d'avoir avec eux que je m'interroge.

Notre attention à l'égard de l'évolution du monde, à l'égard de ceux qui sont sur des chemins de traverses ou en dehors des modèles habituels, ne s'exprimera-t-elle toujours que dans des situations de crise ou d'urgence ? Ne leur manifesterons-nous clairement notre sollicitude que lorsque nous nous sentons menacés par tel ou tel projet de loi, ou telle ou telle découverte médicale ?

Il nous faut mieux exprimer notre « sympathie » avec notre siècle et cheminer autrement avec nos contemporains... même quand leurs itinéraires nous déconcertent

Nous qui croyons en Dieu partageant le destin de l'homme, nous qui reconnaissons en l'homme l'image de son créateur, parvenons-nous dans ce domaine, qui touche à l'intimité de chaque être, à faire part - comme nous savons le faire pour d'autres situations de détresse - aux interrogations que se pose l'homme d'aujourd'hui ?

Nos approches ne seront pas forcément celles du plus grand nombre. Peut-être, d'ailleurs, ne

seront-elles pas unanimes. Mais de notre mode d'intervention, comme de notre capacité à dénoncer aussi les excès de paroles et d'attitudes qui n'épargnent pas nos propres rangs, dépend ce que nous cessons d'être jugés comme les complices de courants d'intolérance qui menacent tout aussi gravement notre vie sociale et culturelle que le projet de loi en cours.

Si nous ne le faisons pas, notre attention aux « blessés de la vie » apparaîtra soit comme une charité dont beaucoup se passent très bien, soit - plus grave - comme une habile manœuvre pour assourdir certains appels qui bousculent nos certitudes. Si nous voulons être entendus sur les sujets de morale - où nous avons, j'en suis convaincu, nos propres questions à poser plus que des réponses à imposer -, il nous faut donc, au moins, nous interroger sur la méthode.

Mais peut-être la conversion - qui n'est pas réservée aux évêques ou aux curés - doit-elle être encore plus profonde : il nous faut mieux exprimer notre « sympathie » avec notre siècle et cheminer autrement avec nos contemporains... même quand leurs itinéraires nous déconcertent.

Il nous faudra sans doute aussi dire, avec humilité, que beaucoup de ces questions de société traversent douloureusement le peuple chrétien. Car si des publicains et des pêcheurs de Galilée furent séduits par l'Evangile - comme encore beaucoup d'entre nous aujourd'hui -, c'est parce que le Christ, en même temps qu'il leur rappelait les exigences du Royaume, osa s'asseoir à leur table et manger avec eux. C'est aussi pourquoi, plus tard, ils le reconnurent quand il rompit le pain.

Le Père Gérard Bénéteau est prêtre de l'Oratoire, curé de la paroisse Saint-Eustache (Paris).

L'irrésistible déclin de la démocratie américaine

par Denis Lacorne

La publication in extenso du rapport inquisiteur du procureur Starr puis la diffusion de l'enregistrement vidéo des réponses du président Clinton au jury populaire sollicité par le procureur marquent un irrésistible déclin de la démocratie américaine, sous les apparences trompeuses d'une « démocratie en marche ». Trois illusions soutiennent la démarche du Congrès des Etats-Unis : l'illusion de la vérité, l'illusion du droit et l'illusion de la délibération.

Jamais il ne fut autant question de vérité : « N'avez-vous pas juré, Monsieur le président, de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ? » Or, comme le montrent bien les grands procès américains, à commencer par le procès d'O.J. Simpson ou le procès de Paula Jones, la vérité judiciaire est rarement la vérité tout court. C'est, plutôt, le résultat de la confrontation de deux vérités contradictoires : celle de l'accusé et de ses avocats, d'une part ; celle du plaignant, d'autre part.

Chacune des questions posées à Bill Clinton était destinée à le piéger : il fallait, coûte que coûte, démontrer le parjure. Les réponses du président américain étaient, pour le sens commun, évasives. Il finissait, disait-on, avec la vérité. Et pourtant, il faisait de ce que tout bon avocat attend de son client : il ne disait, en toute honnêteté, qu'une part de la vérité, ni plus ni moins. A question évasive, réponse évasive.

Bill Clinton, selon ses propres aveux, n'avait pas à souffler les bonnes questions à la partie adverse, ni à les lui livrer « sur un plateau d'argent ». Ce n'était pas son rôle, et sa chance fut la définition des « rapports sexuels » retenue par le juge dans l'affaire Paula Jones : il était bien question de pénétration, d'attouchements et de « commerce des sexes » (in-

tercourse), mais pas un mot sur la félation.

Techniquement, le président ne mentait pas lorsqu'il affirmait ne pas avoir participé à un tel commerce : il n'y avait pas eu de coït dans son bureau. Mais la logique du droit n'est pas la logique du peuple. C'est pourquoi le procureur Starr et la commission de la justice de la Chambre des représentants jugèrent utile de livrer en pâture sur Internet et sur les médias les réponses alarmantes de Bill Clinton.

Il fallait humilier le président ; il fallait, aussi et surtout, créer le soupçon du parjure. Le droit, l'équité, le respect des procédures judiciaires, le huis clos, tout cela n'était qu'illusion, à partir du moment où l'on s'en remettait à la tyrannie de la majorité.

Par chance pour Bill Clinton, l'opinion américaine n'est pas tombée dans le piège que lui tendait le procureur et la majorité républicaine du Congrès. Cette opinion, semble-t-il, bien comprise qu'il y avait polidisation d'une démarche judiciaire et violation d'un droit bien réel, hérité de la common law anglaise : le droit au respect de la vie privée, « the right to be let alone ».

Ce droit fut jadis évoqué, en des termes prophétiques, par le bien nommé Brutus, l'un des grands critiques du Léviathan washingtonien. Dès 1787, Brutus s'inquiétait des effets d'un pouvoir central trop puissant qui « s'introduirait dans tous les coins de la ville et de la société », qui traiterait jusqu'à « assister les dames à leur toilette », qui espionnerait la vie quotidienne des « gentlemen », de leur salle à manger, pour y dresser la liste des invités, à leur chambre à coucher, afin de les observer « dans leur sommeil », et qui pénétrerait, enfin, « dans les plus obscurs cottages » des paysans et des artisans. On ne pouvait mieux anticiper, avec

goût et discrétion, les savants calculs d'arithmétique sexuelle du procureur Starr, son curieux recensement des éjaculations présidentielles et du nombre des orgasmes de Monica Lewinsky.

Quant à l'illusion de la délibération, elle est, elle aussi, flagrante. Le Congrès, une fois de plus, démontre son incapacité à faire ce qu'on attend de lui. Au lieu de définir les termes d'une destitution possible (quel contenu donner aux « crimes et délits majeurs » mentionnés par la Constitution ?), au lieu de s'interroger sur les mérites du rapport du procureur Starr et de ses annexes, il livre le rapport au public, sans la moindre explication, dans l'espoir de faire basculer l'opinion. Il crée, ainsi, l'illusion de la démocratie directe.

Le Congrès, dans sa majorité républicaine, cherche, par la même occasion, à humilier au maximum le président, dans l'espoir de hâter sa démission. Bref, il déplace, lâchement, le lieu de la décision, comme pour d'autres cas difficiles qu'il abandonna aux tribunaux ou à la Cour suprême : la peine de mort et l'avortement.

C'est, au fond, un détail qui a sauvé la présidence de Bill Clinton : le cigare à la saveur si particulière, si complaisamment décrit par le procureur Starr, n'était pas cubain. L'homme de l'Amérique était sûr : le président n'avait pas violé l'embargo, ni favorisé le commerce avec un pays « ennemi ». Il n'y aurait donc pas matière à impeachment. La première intuition du président de la commission de la justice, Henry Hyde, restait sans doute la bonne : on ne destitue pas un président pour une « peccadille ».

Denis Lacorne est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

MISTRAL
la croisière

"L'ART DU BIEN VIVRE À LA FRANÇAISE"

Le dernier des paquebots battant pavillon français construit dans les chantiers de Saint-Nazaire, va faire souffler un vent nouveau sur le monde de la croisière.

En juillet 1999 MISTRAL sera le seul paquebot de croisière de sa catégorie battant pavillon français. Son Commandant et son Etat-Major français, ses 500 membres d'équipage sont la plus grande partie parlante française, sont autant d'atouts qui donneront à MISTRAL

une touche plus particulièrement française. Une croisière à bord de MISTRAL sera un moment exceptionnel, à la fois magique et compliqué, un peu comme un rêve éveillé...

En juillet 1999, avec MISTRAL le nouveau paquebot de Festival Croisières, un vent nouveau va souffler, un vent apportant un bonheur bien particulier fait de courtoisie, d'attentions, de complicité, de confort, de gastronomie et ce à des prix tout à fait compétitifs.

MISTRAL sera le digne représentant de la philosophie qui anime Festival Croisières : organiser des croisières sur des navires à dimension humaine afin de traiter nos passagers comme des hôtes faisant l'objet d'une attention personnalisée et non comme des consommateurs sollicités en permanence.

A partir de juillet 1999, à bord de MISTRAL, vous allez dans des conditions très privilégiées, décou-

vrir la Méditerranée, les îles Grecques, celles de l'Atlantique, les îles des Caraïbes en hiver ou pourquoi pas, fêter de façon exceptionnelle le réveillon du Millénaire.

A bord de MISTRAL, vous serez touchés par le charme du "bien vivre à la française". Et s'il est vrai que l'on rêve plus librement en croisière que sur terre, alors MISTRAL sera un merveilleux écran pour vos rêves.

FESTIVAL
CROISIÈRES

Pour recevoir gratuitement la brochure MISTRAL de Festival Croisières, veuillez retourner ce coupon à : Festival Croisières - 3, rue Meyerbeer 75009 Paris. Renseignements et inscriptions auprès de votre agence de voyage.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code Postal : _____
Téléphone : _____

11 20 06 96 - 01 47 99 91 11

inten

هكذا من لا حول

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1998

BAQUE Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, a été mis en examen mercredi 23 septembre, par le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanoletti, dans le cadre de l'enquête sur la déconfiture de la banque publique. M. HABERER, 66 ans, s'est vu notifier les infractions de présentations de comptes inexacts, diffu-

sion de fausses informations aux marchés et abus de biens sociaux. Ces charges portent sur la qualité des comptes consolidés de la banque au cours des exercices 1991, 1992 et 1993 et sur les conditions du rachat en 1990 de 25 % du capital d'International Bankers (IBSA). M. HABERER affirme dans un communiqué protester « contre le fait de voir prospérer une procédure engagée pour des raisons d'opportunité purement politiques malgré les approbations données en leur temps par les autorités de tutelle ».

1992 et 1993 et sur les conditions du rachat en 1990 de 25 % du capital d'International Bankers (IBSA). M. HABERER affirme dans un communiqué protester « contre le fait de voir prospérer une procédure engagée pour des raisons d'opportunité purement politiques malgré les approbations données en leur temps par les autorités de tutelle ».

prospérer une procédure engagée pour des raisons d'opportunité purement politiques malgré les approbations données en leur temps par les autorités de tutelle ».

La justice rattrape les anciens dirigeants du Crédit lyonnais

Jean-Yves Haberer, président de 1988 à 1993 de la banque publique, a été mis en examen mercredi 23 septembre. François Gille, directeur général de l'établissement entre 1992 et 1994, a été placé en garde à vue

JEAN-YVES HABERER, président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, a été mis en examen mercredi 23 septembre, par le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanoletti, dans le cadre de l'enquête sur la déconfiture de la banque publique. M. HABERER, 66 ans, s'est vu notifier les infractions de présentations de comptes inexacts, diffusion de fausses informations aux marchés et abus de biens sociaux. L'enquête du magistrat porte sur la qualité des

comptes consolidés de la banque publique au cours des exercices 1991, 1992 et 1993 et sur les conditions du rachat en 1990 par le Lyonnais de 25 % du capital d'International Bankers (IBSA). L'ancien président de l'établissement a été placé sous contrôle judiciaire assorti d'une caution de 5 millions de francs. François Gille, directeur gé-

néral du Crédit lyonnais entre 1992 et 1994, a été placé en garde à vue mercredi matin dans les locaux de la brigade financière. Il devait être présenté au juge jeudi 24 septembre dans l'après-midi.

M. Haberer a affirmé dans un communiqué avoir lui-même « sollicité » sa mise en examen. Il pourra, indique-t-il, « prendre connaissance du dossier et assurer sa défense ». Il « proteste [...] contre le fait de voir prospérer une procédure engagée pour des raisons d'opportunité purement politiques malgré les approbations données en leur temps par les autorités de tutelle ». Il ajoute qu'il « ne peut accepter d'être enfermé dans une position de bouc émissaire préalablement diabolisée par les spécialistes de l'ouverture du parapluie ou les pseudo omniséances ». Le parquet de Paris avait ouvert, le 2 décembre 1996, une information judiciaire après le dépôt par le ministre des finances, Jean Arthuis,

d'une plainte pour présentation de faux bilans. Le ministère public avait joint cette plainte à celle d'un actionnaire minoritaire. En décidant d'orienter leurs recherches vers l'ancien président de la banque publique, les enquêteurs et le juge tournent une page de ce dossier gigantesque.

FILIALES « SULFUREUSES »
La justice ne se contente plus désormais d'identifier les auteurs de détournements de fonds ou de malversations apparus dans la gestion des filiales de la banque, elle s'engage sur le terrain des choix financiers, comptables et stratégiques du Crédit lyonnais. Or ces décisions ont été prises sous le contrôle du ministère des finances, de la Banque de France et des administrateurs. Il reviendra au juge de distinguer les responsabilités de chacun.

La justice tente de distinguer les

moyens utilisés pour soustraire à l'attention des actionnaires et du public la réalité des pertes enregistrées par les filiales « sulfureuses » du Lyonnais, Altus, SDBO, CLBN et IBSA. Dans chacun de ces dossiers, déjà entre les mains de magistrats, de nombreux investissements hasardeux ont causé de lourdes pertes entre 1991 et 1993. Altus, dont le président était Jean-Yves Haberer, s'est ainsi engagé tous azimuts dans des secteurs aussi variés que la grande distribution, la location de bateaux de plaisance, les avions, les terrains de golf, voire le traitement de déchets.

Les mauvais résultats enregistrés à la suite d'engagements financiers importants ont été, selon les enquêteurs, maquillés afin de ne pas alourdir le bilan de la maison mère. Il en fut de même pour la SDBO (Société de banque occidentale), plus fervent soutien du groupe Bernard Tapie, et pour le CLBN, la fi-

liale néerlandaise du Crédit lyonnais qui perdit des sommes importantes dans l'affaire du rachat de la Metro-Goldwyn Mayer.

En 1991, une intervention jugée frauduleuse sur le bilan d'IBSA, dont le Lyonnais était l'actionnaire de référence depuis 1990, aurait permis d'injecter artificiellement une plus-value fictive de 100 millions de francs dans les comptes de la société. Cette manipulation autorisée Jean-Maxime Lévêque, président de ce groupe bancaire, proche du RPR et lui-même ancien président du Crédit lyonnais (1986-1988), à annoncer aux actionnaires un résultat bénéficiaire et non une perte de plus de 80 millions de francs. Cette situation financière fut répercutée sur les comptes de la maison mère, qui présenta ainsi un bilan ne correspondant pas à la réalité.

Jacques Follorou

Dix ans plus tard...

- 10 septembre 1988 : Jean-Yves Haberer succède à Jean-Maxime Lévêque à la présidence du Crédit lyonnais (CL).
- 30 octobre 1989 : le CL prend le contrôle de Thomson-CF Finance, qui deviendra Altus Finance, présidée par M. Haberer et dirigée par Jean-François Hélin.
- 29 mars 1991 : le CL annonce une perte de 1,1 milliard de francs pour l'exercice 1990.
- 6 novembre 1993 : Jean Peyrelevade remplace M. Haberer, nommé à la présidence du Crédit national.
- Mars 1994 : l'exercice 1993 se solde par une perte de 6,9 milliards. Le premier plan de sauvetage est adopté, et M. Haberer est révoqué du Crédit national.
- 17 mars 1995 : un deuxième plan de sauvetage est nécessaire pour alléger le bilan du CL. Le 135 milliard d'actifs. Le 5 avril, le CL annonce une perte de 12,1 milliard pour 1994.
- 5 mai 1995 : un incendie ravage le siège de la banque.
- 14 août 1996 : le gouvernement

- engage des poursuites contre les anciens dirigeants du CL suite à un rapport de la Cour des comptes.
- 25 septembre 1996 : un troisième plan de sauvetage, avec une aide d'urgence de 3,6 milliards, est de nouveau nécessaire.
- 29 mai 1997 : M. Lévêque est mis en examen dans l'affaire IBSA.
- 2 juillet 1997 : Dominique Strauss-Kahn évalue les pertes du CDR (organisme en charge des actifs compromis de la banque) à 100,2 milliards de francs.
- 22 octobre 1997 : François Gille est mis en examen par le juge Eva Joly dans le cadre de l'affaire IBSA.
- 11 mars 1998 : M. Haberer est mis en examen par le juge toulousain Laurent Nion pour « complicité de banqueroute par moyen ruineux » dans le cadre du rachat en 1992 de la société Escoulan par le groupe Marland soutenu par Altus Finance.
- 20 mai 1998 : la Commission de Bruxelles approuve le dernier plan de sauvetage du Crédit lyonnais.

Le principal responsable

HAI O ADMIRÉ, considéré tour à tour comme un stratège hors pair ou un arrogant mégomane, Jean-Yves Haberer reste, 66 ans, une énigme. Président du Crédit

POURAIT
Un homme pris de vertige qui l'a trouvé aucun garde-fou

lyonnais de septembre 1988 à novembre 1993, il est le personnage central du naufrage de la banque publique. Sans son ambition forcée, sans sa volonté de resque et sans son côté joueur de poker, le destin du Lyonnais aura été différent.

Son image en novembre 1993 sera mise en quarantaine, depuis par ses condisciples grands patrons et hauts fonctionnaires sont la deuxième étape, la plus cuisante, d'une carrière pourtant parmi les plus brillantes grand commis de l'Etat : major de Sciences Po et de l'ENAM. Haberer a été, entre autres, directeur de cabinet de Michel Debi, aux affaires étrangères et à la défense, et directeur du Trésor de 1978 à 1982. Sa folle ambition - titille, mais à quel prix ! - de faire du Lyonnais la première banque du monde (non japonaise), ne s'explique qu'à la lumière de son éviction rutale en juillet 1986 de Paribas par le gouvernement de Jacques Chirac, ressentie comme une injonction à l'humiliation. Il n'aura alors cessé de prouver de façon éclatante sa valeur.

M. Haberer est un homme exigeant, parfois cassant, lui par timidité et par provocation que par réelle froideur. Il admettait hautain et peut-être blessé. Certes de ses victimes - elles sont nombreuses - ne lui ont jamais pardonné... surtout depuis novembre 1993. S'il a emprunté avec succès les chemins obligés de la noblesse d'Etat, M. Haberer n'est pas, comme on l'a souvent dépeint, l'archétype du haut fonctionnaire. Si l'exercice et le jeu du pouvoir ne l'ont pas

grandes affaires de sa vie, il a toujours en à l'heure de pean cette pointe d'anticorruption et de morgue qui lui vaut tant d'ennemis.

Certains lui reconnaissent un sens gaullien de l'ambition. Selon la légende complaisamment répandue par le principal intéressé, la belle mécanique intellectuelle du jeune inspecteur des finances qu'il était aurait séduit de Gaulle au début des années 60. Mais la droite ne lui pardonnera jamais d'avoir assumé sans état d'âme, voire avec une certaine allégresse, la continuité à la tête du Trésor après mai 1981. La gauche, qui l'avait récompensé une première fois, en dépit des réticences au sein du Parti socialiste, en lui confiant, en 1982, une compagnie financière de Paribas traumatisée par sa nationalisation, lui donnera en septembre 1988, cette fois pour réparer le préjudice subi, la présidence du Crédit lyonnais.

APPUI INCONDITIONNEL
La tentation est grande de faire aujourd'hui de M. Haberer le seul coupable, le bouc émissaire. L'ancien directeur du Trésor a été pris de vertige, ce n'est pas contestable, mais aucun garde-fou, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne lui a été imposé. Il a bénéficié d'un appui inconditionnel d'un pouvoir dont il était l'interlocuteur idéal car servile.

Dans l'affaire du Crédit lyonnais, les malversations occupent, c'est tout naturel, le devant de la scène. Mais, si elles sont nombreuses, elles expliquent une part finalement faible de pertes colossales évaluées, selon les saisons, entre 100 et 200 milliards de francs. Le naufrage de la banque tient à un système dont M. Haberer était un rouage essentiel, mais seulement un élément. Un système fait à la fois d'incompétence et de légèreté des cadres de la banque, du refus d'assumer les responsabilités, de tentatives répétées pour gagner du temps et dissimuler l'ampleur des pertes et de la complicité active du Trésor, de la Banque de France et des gouvernements.

Eric Leser

C'est parfois quand on s'y attend le moins, que l'on trouve des solutions aux problèmes.



Sur le green du 3, par exemple. Parce que même en dehors du bureau, notre esprit reste obnubilé par les problèmes de nos clients. Exactement comme lorsque nous avons conçu, développé et testé le tout premier site internet commandé par la ville de Rome, destiné à informer en temps réel le public des résultats des élections municipales. Sur trois continents, Unisys a travaillé jour et nuit pour livrer la solution en moins d'un mois. Si vous devez entreprendre quelque chose que vous n'avez encore jamais fait, avoir un partenaire que la réussite obsède est véritablement un atout. www.unisys.com

UNISYS

C'est dans notre nature.



COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1998

La presse catholique cherche à convertir à sa lecture un public élargi

Le Congrès de l'Union internationale de la presse catholique a permis de confirmer le dynamisme d'un secteur qui veut sortir de la sphère religieuse, à l'image des deux groupes français : Bayard Presse et les Publications de la vie catholique

« EN UN COUP DE FIL, vous touchez 12 millions de lecteurs. » Au pays des télévangélistes, l'Association de la presse catholique d'Amérique du Nord utilise toutes les ressources du marketing pour promouvoir la bonne parole de ses quelque 400 titres diocésains. De l'*Alaskan Shepherd* de Fairbanks (Alaska) au *Catholic Witness* d'Harrisburg en Pennsylvanie, en passant par le *Western New York Catholic*, ils affichent, toutes périodicités confondues, une diffusion annuelle totale de 25 millions d'exemplaires. « Les journaux catholiques, avec un lectorat plus important que celui du *New York Times*, du *Washington Post* et de *USA Today* réunis, offrent une opportunité unique à l'annonceur », déclare Owen McGovern, directeur général de l'association. Une étude de marché montre que le lectorat de ces titres catholiques constitue « une excellente cible pour de nombreux produits et services ». « Nous ne cherchons pas à nous enrichir, précise M. McGovern, mais simplement à payer les factures et à donner à cette presse une chance de survivre. »

La presse diocésaine est généralement moins organisée ailleurs. Mais, en Allemagne, en Italie, en Espagne ou au Portugal, des journaux, parfois de grande diffusion, ont été lancés par l'épiscopat. Les congrégations religieuses (salésiens, jésuites, assomptionnistes, franciscains) jouent, elles aussi, un rôle important dans la diffusion de journaux catholiques, en particulier dans les pays du tiers monde. « La presse catholique a beaucoup à offrir non seulement aux lecteurs catholiques mais aussi à une plus large audience et à la profession elle-même », a assuré

Mgr John Foley, président du Conseil pontifical pour les communications sociales, à Paris, lors du Congrès de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP). A côté de multiples journaux diocésains, qui touchent les fidèles, il existe de véritables groupes qui s'adressent à un public beaucoup plus large. En Belgique francophone, le groupe *Vers l'avenir*, deuxième pôle de presse wallon après *Rosel* (*Le Soir*), a pour actionnaire majoritaire l'évêché de Namur. Vers l'avenir édite cinq titres régionaux, tous d'influence catholique, et trois des grands quoti-

diens wallons, *La Libre Belgique*, *La Dernière Heure* et *Le Matin*.

En Italie, le groupe *San Paolo*, détenu à 100 % par la congrégation de Saint-Paul, est présent également dans la télévision avec *Tele Nova*. Il publie, outre des publications plus modestes, quatre titres : le mensuel *Jesús*, un mensuel pour les enfants, *Il Journalino*, une publication pour les personnes âgées, *Club 3*, et surtout *Famiglia Christiana*, son titre phare, le premier hebdomadaire italien qui diffuse chaque semaine 1,2 million d'exemplaires.

La situation de la presse catholique française constitue une exception. Deux groupes rivalisent depuis cinquante ans : Bayard Presse, qui appartient à la congrégation des assomptionnistes et les Publications de la vie catholique (PVC), fondé par des laïcs et des dominicains. PVC est sans doute le seul groupe de presse religieuse, à ne pas dépendre de l'Eglise ou d'un ordre religieux, avec des actionnaires privés et laïques. Ces deux groupes tiennent chacun à leur autonomie et à leur origine et

tirent une certaine fierté de leur indépendance à l'égard de l'épiscopat. Ils se livrent une concurrence charitable et chrétienne, mais sévère. Ils ont leur particularité, mais aussi de nombreux points communs : un hebdomadaire familial (*Le Pèlerin*, *La Vie*), un important secteur jeunesse, des activités d'édition, etc.

DIVERSIFICATION

Le cas français tient surtout au fait qu'autour de leur socle religieux ces deux groupes se sont beaucoup diversifiés dans des secteurs profanes, qui permettent souvent de financer la presse confessionnelle. PVC doit une partie de son succès – et de son résultat – au développement de *Télérama* et à ses diversifications industrielles. Bayard Presse est devenu l'un des principaux groupes de presse magazine français. Il s'est notamment allié avec le peu religieux groupe an-

glais Emap, pour développer des titres sur la nature autour du célèbre *Chasseur français* et connaît un succès retentissant auprès des jeunes grâce à la collection « Chair de poule ».

Dernière exception française : *La Croix* est l'un des rares quotidiens catholiques, avec *L'Éclair* (Pau), le journal officiel du Vatican, *L'Osservatore Romano*, et le journal italien *L'Avenire*, qui appartient à la Conférence épiscopale italienne. Alors que de nombreux quotidiens catholiques ont disparu ou ont connu de nombreuses difficultés, comme l'espagnol *Yo*, Bayard reste fidèle à son journal créé en 1883 par les Maisons de la bonne presse, dont il éponge régulièrement les déficits et qui prépare une nouvelle formule pour enrayer le déclin de son lectorat.

Marie-Laure Daridan
et Alain Salles

800 journalistes à Paris

Environ 800 journalistes catholiques se sont réunis à Paris, du 12 au 19 septembre, au palais de l'Unesco, pour le XVII^e Congrès de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP), préparé par la Fédération française de la presse catholique (FFPC). Cette rencontre triennale, qui ne s'était pas tenue en France depuis 1954, réunissait autour du thème « la presse écrite : un média pour demain, vision chrétienne et pratiques professionnelles » – journalistes, éditeurs, chercheurs et enseignants venus de tous les continents.

Organisation non gouvernementale (ONG) créée en 1927 à Bruxelles, l'UCIP dont le siège est à Genève, réunit plus de 10 000 professionnels des médias de 115 pays.

La télévision privée slovaque
TV Markyza en sursis

BRATISLAVA
de notre envoyé spécial

La télévision privée slovaque, TV Markyza, qui a fêté le 31 août ses deux ans d'existence, a bien failli se taire définitivement le week-end dernier. Cette menace du Conseil de l'audiovisuel de Bratislava, la haute autorité en charge de l'attribution des fréquences et de la surveillance du respect des licences, n'a toutefois pas été mise à exécution. TV Markyza a échappé d'une amende de 3,5 millions de couronnes (600 000 francs) pour n'avoir pas respecté sa grille de programmes et s'être transformée en tribune politique de l'opposition au gouvernement de l'autoritaire Vladimir Meciar, à une semaine d'élections législatives décisives, les 25 et 26 septembre. L'indulgence du Conseil s'expliquait : le retrait de l'autorisation d'émettre aurait probablement mis le pays sous des doutes et compromis la tenue de la consultation. Des dizaines de milliers de Slovaques étaient descendus, mercredi 16 septembre, dans les rues des principales villes du pays pour « défendre leur télévision » et même plusieurs centaines de Bratislavois « protégeaient » le siège de TV Markyza.

Si le gros de la tempête est passé, le sort de TV Markyza demeure incertain. Bête noire du gouvernement national-populiste de M. Meciar, la télévision privée, qui enregistre une audience double de celle des deux chaînes publiques totalement au service du pouvoir, dispose d'un sursis jusqu'au 11 octobre pour trouver une issue à la crise des derniers jours.

Les ennemis de TV Markyza ont débüté à la mi-août, lorsqu'un commando d'une société de gardiennage a investi le bâtiment de la télévision, aux environs de Bratislava, pour installer les nouveaux propriétaires propriétaires de la chaîne. Le directeur général et fondateur de Markyza, Pavol Rusko, détenteur de 51 % des parts – 49 % revenant à la société américaine CME, propriétaire de plusieurs télévisions en Europe de l'Est et dont la meilleure réussite est TV Nova en République tchèque –, venait en effet d'être dépossédé de sa société STS par décision de justice.

L'effet de surprise passé, CME et M. Rusko, d'une part, et le nouvel ac-

tionnaire, d'autre part, la société Gamatex, représentée par Marian Kocner, s'entendaient pour ouvrir des négociations afin de trouver une solution. En effet, si M. Rusko, via STS, a apporté la licence dans la joint-venture avec CME, les Américains ont investi plus d'un milliard de couronnes (200 millions de francs) pour le lancement de la télévision. Comu de la justice slovaque pour des affaires de malversations, M. Kocner, qui a acquis pour une bouchée de pain la société STS mise en liquidation par un associé déçu de M. Rusko, a toujours indiqué vouloir revendre au plus offrant la société détentrice des droits d'émission.

HOMMES EN ARMES

La situation s'est envenimée début septembre lorsque M. Rusko s'est « réfugié » en République tchèque, accusant M. Kocner d'avoir fait appel à des tueurs à gages pour l'éliminer et d'agir pour le compte des services secrets slovaques (SIS) et du gouvernement Meciar. Face à ces accusations et à la lenteur des négociations avec CME, l'actionnaire majoritaire de TV Markyza a décidé d'en prendre physiquement la direction. Aussi, la semaine dernière, s'est-il présenté au siège de la télévision, avec une vingtaine d'hommes en armes.

Le personnel se rebelle, entraîné par les journalistes qui interrompent le programme pour lancer des « appels à l'aide » à la population contre une « tentative de censure » et « d'atteinte à la liberté de parole », attribuées tout naturellement au pouvoir. Les leaders des partis d'opposition annulent leurs meetings électoraux et se rendent au siège de la télévision pour « participer à la défense de la liberté ».

Finalement, une réunion du Conseil de l'audiovisuel avec les intéressés, jeudi 17 septembre, a permis de trouver un compromis provisoire. CME a dû reconnaître – « à contre-cœur », selon le communiqué officiel – la société Gamatex comme étant l'actionnaire principal. M. Kocner, pour sa part, a garanti aux journalistes leur totale liberté de travail et nommé une direction consensuelle. Pour combien de temps ?

Martin Pichla

L'histoire du grain de sable, vous connaissez.

Et bien en matière de bureautique, c'est exactement la même chose. Un fax capricieux qui fait attendre vos interlocuteurs, un photocopieur qui rame par manque de puissance, une chaîne bureautique inadaptée... Apparemment, rien de plus qu'un simple détail. Un détail qui peut tout bouleverser. En choisissant IKON, premier distributeur mondial multi-marques de photocopieurs, fax et équipements multi-fonctions, vous choisissez de vous doter de solutions spécialement adaptées à la typologie de votre entreprise. Des systèmes qui évoluent en fonction de vos besoins et vous apportent le meilleur de la technologie avec des marques comme Canon, Ricoh, Nashuatec, Sharp, Lanier, Panasonic et Océ. En choisissant IKON, vous vous donnez les moyens d'atteindre le seul objectif qui compte : gagner.

IKON

Des solutions bureautiques pour gagner.

www.ikon.fr

Bertelsmann en perte de vitesse
sur ses métiers traditionnels

LE GROUPE DE COMMUNICATION ALLEMAND BERTELSMANN a annoncé, mercredi 23 septembre, des résultats financiers inférieurs aux prévisions pour l'exercice 1997-1998. Le bénéfice opérationnel n'a atteint que 1,339 milliard de marks (4,48 milliards de francs), soit 670 millions de francs de moins que prévu. La filiale presse *Gruener und Jahr* (*Ga*, *Gala*, etc.) affiche de bons résultats, contrairement à celle du livre et de la musique (BMG). Le chiffre d'affaires a peu progressé (+ 2,4 %), à 25,7 milliards de marks, dont la moitié a été réalisée par le pôle audiovisuel CIT-USA. Les clubs de livres sont en perte de vitesse, notamment en France, où le groupe est associé à Havas dans *France Loisirs*, et en Grande-Bretagne. Bertelsmann cherche toujours des partenaires pour le bouquet numérique *Premiere* comme pour sa branche presse professionnelle (un partenariat renforcé avec Havas est évoqué). — (AFP)

La course en montagne, sport en quête de moyens et de reconnaissance

Les Trophées mondiaux de la Réunion ont confirmé la valeur des athlètes français

Les Trophées mondiaux de course en montagne, organisés samedi 19 et dimanche 20 septembre sur l'île de la Réunion, ont confirmé la valeur des

athlètes français dans cette discipline éprouvante mais encore peu connue du grand public et peu reconnue par les autorités françaises et

mondiales de l'athlétisme. Le Réunionnais Raymond Fontaine a remporté, à l'âge de dix-neuf ans, l'épreuve juniors.

LA RÉUNION
de notre envoyé spécial
Thierry Icart a refait le chemin à l'envers « pour en profiter ». Après 15,160 km, dont les quatre derniers épuisants, « à ne plus rien voir et à ne plus rien entendre », le capitaine de l'équipe de France de course de montagne a regagné le monde d'en bas à un rythme moins fou. Heureux d'avoir su donner le tempo qui a permis à son groupe de rester vice-champion du monde, à l'occasion du rendez-vous planétaire organisé à la Réunion samedi 19 et dimanche 20 septembre.

Cousine germaine du cross-country, la course de montagne est une philosophie parfois douloureuse. Mais, le corps suintant et l'écume aux lèvres, tous ses adeptes racontent les yeux brillants « la récompense d'arriver en haut, l'abnégation et la solidarité ». L'humilité aussi, lorsque la pente est si raide qu'il faut se résoudre à ruser ou à planter ses ongles dans la terre pour la gravir. « Sur la route, même fatigué, on parvient toujours à maintenir un certain rythme, explique Thierry Icart. En montagne, le coup de barre ne pardonne pas ; les écarts se creusent terriblement. Même les meilleurs l'ont connu, alors personne ne fait le malin. Il y a toujours un petit mot sympa pour celui qui craque. »

En dix ans d'existence, les équipes de France de montagne ont emporté quarante médailles européennes ou mondiales. C'est beau, mais elles ne s'en vantent pas. Elles s'adaptent aux aléas de leur discipline, non olympique et dominée par l'Italie. Stéphane Mahéo, cinquante pour sa première sélection, quitterait volontiers sa

région de Gap, où il travaille, pour « un emploi à 32 heures permettant de gérer (son) entraînement sans stress ». Chaudronnier-soudeur, Jean-Paul Payet dit les réticences de son patron face au calendrier serré des courses en été. Licencié en droit, frais émoulu du service militaire, Nicolas Pasquion cherche du travail. Sylvain Richard privilégie le grand magasin de sports qui l'a engagé : « C'est de ça que je vis, pas de la course. » « En

responsable des équipes, puisque la plupart d'entre eux doivent exercer une activité professionnelle à plein temps pour vivre. » La politique de la Fédération française d'athlétisme (FFA) à leur égard est souvent maladroite. La direction technique nationale était absente de ces trophées mondiaux. Les athlètes apprécient les bénéfices du partenariat conclu en 1997 entre la FFA et le département de la Loire, qui offre des stages d'en-

de montagne, à l'ordre du jour, motive les Français. Il fonctionnerait à l'année, recevrait aussi des équipes étrangères dans ses locaux et sur ses circuits balisés. Mais cette initiative semble très en avance sur les débats qui agitent l'instance internationale régnant la course de montagne, l'ICMR. Par exemple, pour ne pas fléchir les nations anglo-saxonnes, fondatrices, mais dépourvues de montagnards, on alterne chaque année les courses en montée pure et celles en montée et descente. Ainsi, certains athlètes ne s'alignent qu'une saison sur deux.

Dans ces conditions, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) peut clamer avec plus ou moins de sincérité son « affection » pour cette discipline en invitant quelques fédérations désargentées ou trop éloignées des lieux de compétition. Le suivi n'est pas toujours assuré. Il y a fort à parier que les nations de l'océan Indien présentes à la Réunion ne seront pas l'an prochain au mondial en Malaisie. Primo Nebiolo, président de l'IAAF, ne veut pas vraiment dans son giron de cette « montagne » ni de ses querelles de clocher.

En désespoir de cause, l'ICMR s'active avec ses moyens pour lui forcer la main. Dès 1999, elle deviendra Association mondiale de courses en montagne (WAMR) afin de revendiquer pour ses trophées le nom de championnats qu'ils constituent de fait. Avant d'arguer des valeurs chères au baron Pierre de Coubertin pour devenir « produit olympique » ? Thierry Icart en rêve.

Patricia Jolly

Raymond Fontaine fait la fierté de son île

Le Réunionnais Raymond Fontaine, dix-neuf ans, sacré champion du monde juniors de course en montagne, samedi 19 septembre, connaît bien les terres sur lesquelles il s'est imposé. A Petite-Île, sa commune natale, le frère jeune homme, fils de journaliers agricoles, court depuis toujours dans les rizières coincées entre canne à sucre et cultures maraîchères. Mais c'est à Jean-Jacques Prignon, cousin de Jean-Louis Prignon - ancien champion de France du 10 000 m et quatrième aux Jeux olympiques de Séoul, en 1988 -, employé depuis trois ans par la mairie de Petite-Île, qu'il doit sa maturité sportive. Cette saison, il visait une qualification aux trois championnats du monde juniors : cross, piste et montagne. Seule la piste lui a échappé. Fin octobre, Raymond Fontaine s'installera en métropole pour intégrer l'Insep et le corps des pompiers de Paris. Il hésite encore entre rester fidèle à l'anonymat de la course de montagne et brûler son enthousiasme en meetings, au contact des athlètes africains.

attendant que la « montagne » soit reconnue, je lui offre mon cœur et ma motivation, dit la marathonnienne Evelyne Murat. Mais je donne priorité à la course sur route, qui me rapporte un peu d'argent. L'Angéolois Thierry Icart, lui, a dû émigrer dans les Hautes-Alpes pour exercer son métier de monteur de ski de fond.

Du coup, les stages de préparation n'ont plus grand sens. « On n'a jamais tous les athlètes en même temps, dit André Bertero,

entraînement et des soins d'hydrothérapie à toutes les équipes nationales de courses hors stades, mais c'est des séjours en altitude qu'ils auraient besoin. »

Cabin-caba. Ils maintiennent quelques résultats malgré une concurrence accrue. Le vainqueur de la course senior, le Néo-Zélandais Jonathan Wyatt, était seizième sur 5 000 m aux Jeux olympiques d'Atlanta. L'ouverture à la Réunion d'un centre national d'entraînement pour les courses

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Troyes reste en tête du championnat de France de deuxième division après sa victoire sur Lille (1-0), mercredi 23 septembre, avec deux points d'avance sur Laval et trois sur Cannes et Saint-Etienne. Les autres résultats de la 8^e journée : Wasquehal-Laval 0-0 ; Cannes-Amiens 1-0 ; Le Mans - Saint-Etienne 1-2 ; Beauvais-Nice 0-3 ; Nîmes-Gueugnon 0-0 ; Niort-Ajaccio 1-4 ; Red Star-Valence 1-2 ; Caen-Châteauroux 1-0 ; Guingamp-Sedan 2-1.

■ **HANDBALL** : la France a battu la Slovaquie (30-19), mercredi 23 septembre, à Besançon, à l'occasion du premier de ses six matches de qualification pour le Mondial de juin 1999 en Egypte.

■ **LOTTO** : Résultats des tirages n° 76 du Lotto, effectués mercredi 23 septembre. Premier tirage : 4, 21, 26, 44, 45, 47 ; numéro complémentaire le 13. Pas de gagnants pour six bons numéros. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 485 025 francs ; pour cinq bons numéros : 7 725 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 318 francs ; pour quatre bons numéros : 159 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 30 francs ; pour trois bons numéros : 15 francs. Second tirage : 9, 19, 22, 27, 32, 40, numéro complémentaire le 8. Rapports pour six bons numéros : 15 025 910 francs ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 60 475 francs ; pour cinq bons numéros : 6 685 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 276 francs ; pour quatre bons numéros : 138 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 francs ; pour trois bons numéros : 14 francs.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la société Festina

A la suite de la publication dans Le Monde du 8 septembre d'un article intitulé « Le dopage rattrape l'équipe Festina au départ du Tour d'Espagne », nous avons reçu de la société Festina la mise au point suivante :

La société Festina SA est le sponsor de la société ProSport d'Andorre, qui emploie et anime l'équipe cycliste dite Festina. En cette qualité et indépendamment des considérations sportives, elle ne saurait admettre que soit dit et répété que les événements ayant conduit à l'élimination de l'équipe Festina du Tour de France sont de nature à favoriser ses ventes.

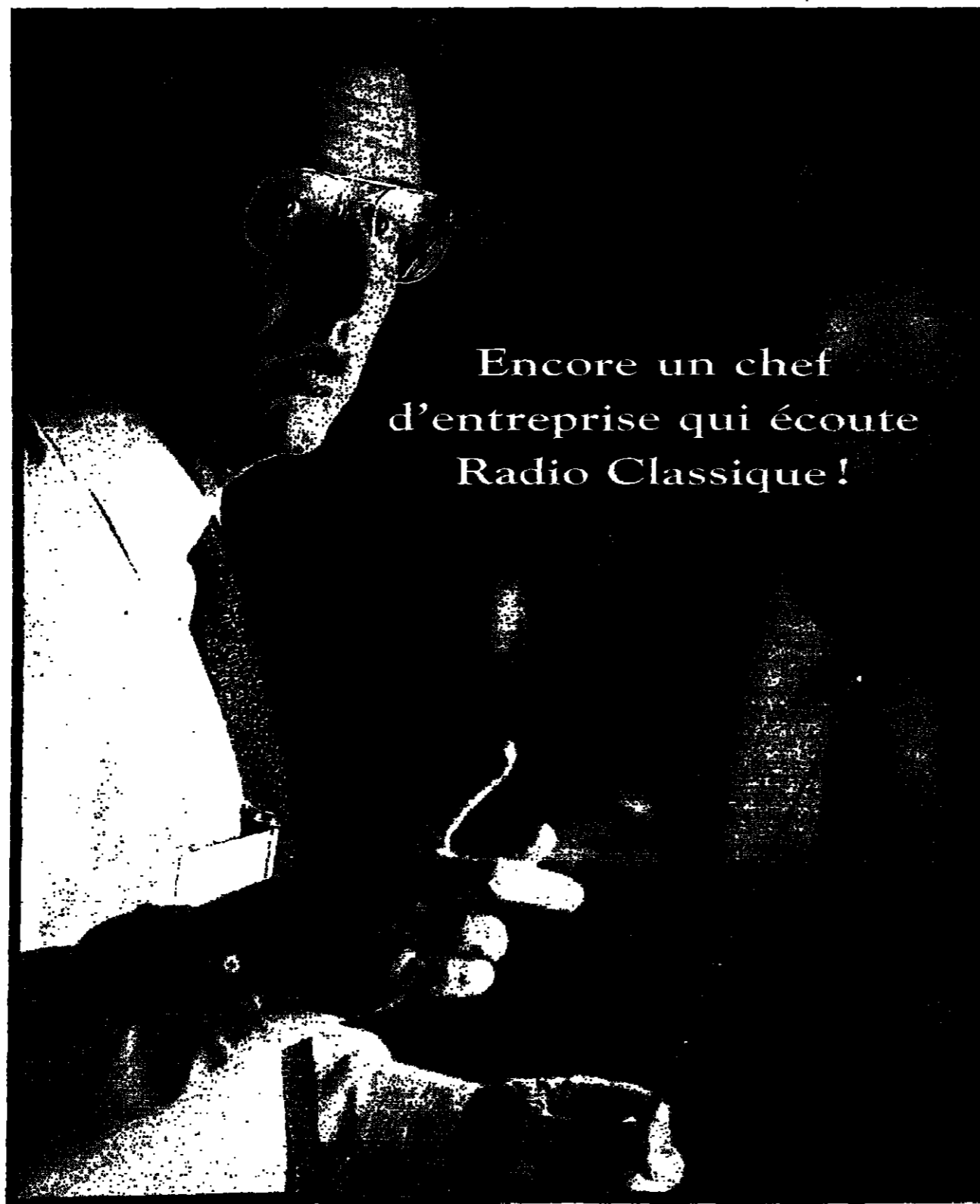
Une telle affirmation pourrait laisser penser que la société Festina aurait intérêt au développement d'une telle situation, ce qui est une aberration en matière d'image.

La société Festina rappelle, s'il en était besoin, qu'elle est, par principe, opposée à tout dopage dans le cyclisme et dans le sport en général et que son intérêt premier réside dans la transparence des performances. Elle s'est lancée dans le sponsoring sportif en rai-

son de son attachement au sport et dans le but de favoriser une plus grande proximité vis-à-vis de sa clientèle et de développer une image positive dans l'esprit du public.

Elle espère que les nouveaux animateurs de la société ProSport sauront mettre en valeur les capacités des coureurs de l'équipe Festina et faire ainsi oublier les événements de l'été pour le bien du cyclisme. Elle demande également que le tapage cesse autour des faits qui sont actuellement en cours d'enquête et protégés par le secret de l'instruction. Elle s'étonne que ces faits soient subitement remis sur la place publique juste au début de la Vuelta, comme s'il existait une volonté de se substituer aux juges et de régler par voies de presse ce qui n'a pas encore été réglé par la voie judiciaire.

On ne peut s'empêcher de penser que, pour le moins, de telles pressions médiatiques ne constituent pas un traitement équitable auquel les coureurs ont droit et auquel l'ensemble du public est attaché.



Encore un chef d'entreprise qui écoute Radio Classique !

Certains comportements observés chez de nombreux chefs d'entreprise permettent d'affirmer qu'ils écoutent régulièrement Radio Classique. Une belle autorité dans le geste, un point de vue éclairé sur l'économie. Et cette sérénité que l'on remarque chez ceux qui satisfont leur passion sans renoncer à l'information. Aucun doute, ils sont sur la même longueur d'onde : Aix-en-Provence 100.9 • Alençon 88.7 • Amiens 101.4 • Antibes 102.7 • Apt 92.1 • Arcachon 107.1 • Avignon 99.4 • Bastia 93.1 • Beauvais 107.0 • Bordeaux 92.2 • Bourg-en-Bresse 97.2 • Bourges 95.9 • Brest 106.6 • Caen 90.4 • Cannes 102.7 • Carcassonne 106.7 • Chambéry 91.0 • Chateauroux 90.2 • Clermont-Ferrand 92.6 • Courchevel 102.9 • Deauville 93.7 • Dieppe 99.0 • Dijon 105.8 • Evreux 90.8 • Gap 88.9 • Grasse 102.7 • Grenoble 102.4 • Laval 101.1 • Le Havre 93.7 • Le Mans 101.6 • Lille 88.2 • Limoges 95.9 • Lorient 95.0 • Lyon 96.5 • Manosque 95.7 • Marseille 100.9 • Menton 102.9 • Monaco 102.9 • Montpellier 107.3 • Nancy 88.2 • Narbonne 93.4 • Nice 102.7 • Niort 104.2 • Orléans 92.9 • Paris-Île-de-France 101.1 • Pau 107.2 • Poitiers 107.1 • Quimper 101.6 • Roanne 91.5 • Roubaix 88.2 • Rouen 106.1 • Saint-Etienne 95.1 • Saint-Tropez 102.7 • Saintes 92.0 • Toulon 103.3 • Toulouse 103.1 • Tourcoing 88.2 • Tours 102.3 • Troyes 106.4 • Valence 106.4 • Valenciennes 88.3 • Vichy 91.0



En mesure de vous informer

Les magasins d'usine entrent dans un nouvel âge

Phénomène isolé, les magasins d'usine sont d'abord esselés au pied de la fabrique. Regroupés, dans les années 80, au sein de grands centres commerciaux, ils sont en passe de suivre le modèle américain et de devenir de véritables espaces de vie

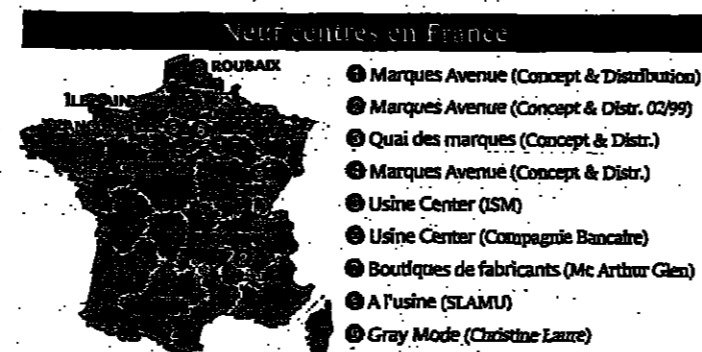
UN VRAI VILLAGE de magasins d'usine. Des boutiques, bien sûr, mais aussi des espaces verts, des rues piétonnes et des lieux d'amélioration. Le 10 mars 1999, le public pourra découvrir ce vaste complexe conçu au sein d'une ancienne caserne de gendarmerie du centre-ville de Romans (Isère), qu'a réhabilitée, pour l'occasion, l'architecte Jean-Pierre Wimotte. A l'origine de ce projet, le groupe Concepts et Distribution, déjà opérateur de Marques Avenue à Troyes (Aube) et de Quai des Marques en région parisienne (Franconville, L'Île-Saint-Denis). Ce premier village pourrait bien annoncer, pour les magasins d'usine, une nouvelle ère. Il a en tout cas été réalisé dans cet esprit. Finis les décors qui ne ressemblent à rien. Romans fait dans le chic et l'attraitif.

Une grande bâtisse principale érigée, pour créer un mail central au rez-de-chaussée, et une nef sur toute la hauteur ainsi que des petits bâtiments satellites composeront l'espace central. Des constructions contemporaines autonomes, en parpaings noirs, surmontées de verrières, ont été prévues pour compléter cet ensemble qui accueillera 42 magasins d'usine (prêt-à-porter homme, femme, enfant, chaussures et accessoires) pour des marques comme Arthur, Blanc Bleu, Bruce Field, Clayeux, Daniel Hechter, Tara Jarnon.

« UN ESPACE DE VIE »

Un large parvis planté d'arbres prévu pour distribuer le flux des visiteurs, des allées piétonnes ponctuées d'espaces verts, d'aires de repos et de places d'animations, agrémentées de mobilier urbain (lampadaires, bancs), et des parkings paysagers sont quelques-uns des éléments qui composeront ce nouveau village. S'inspirant du modèle américain, ce lieu unique en France a pour ambition de créer « un espace de vie », un lieu où il fait bon passer une journée en famille, un village qui soit en synergie avec la ville d'accueil. « Ce projet apporte un produit textile haut de gamme à Romans, capitale prestigieuse de la chaussure. Faire coexister ces deux secteurs devrait créer une dynamique. Car nous n'avons pas la volonté de déplacer l'offre mais de la compléter », précise Alain Salzman, président-directeur général de Concepts et Distribution.

Cet axe de développement marque une nouvelle étape dans l'histoire des magasins d'usine, qui ne sont au départ qu'un phénomène isolé. Nés avec l'ère industrielle, ils sont d'abord esselés au



Neuf centres en France

- Marques Avenue (Concept & Distribution)
- Marques Avenue (Concept & Distr. 02/99)
- Quai des Marques (Concept & Distr.)
- Marques Avenue (Concept & Distr.)
- Usine Center (ISM)
- Usine Center (Compagnie Bancaire)
- Boutiques de fabricants (Mc Arthur Glen)
- A l'usine (SLAMU)
- Gray Mode (Christine Lacroix)



Le projet de Jean-Pierre Wimotte, un « village commercial », à Romans.

piéd de la fabrique, et réservés uniquement au personnel. Les années 80, marquées par la crise économique, amorcent le changement. Le consommateur devient prudent et acquiert de nouveaux réflexes : il fait attention à ses dépenses, s'informe et recherche le prix le plus juste. Cette situation profite aux magasins d'usine, qui s'ouvrent à une clientèle de plus en

plus large. Les industriels, de leur côté, ne s'en plaignent pas. Ils peuvent ainsi écouler, de façon permanente, leurs invendus, articles de la saison précédente ou fins de série. Mieux, certains font fructifier ce courant de nouveaux comportements d'achat, et se regroupent afin de renforcer leur capacité d'attraction.

Ainsi naissent les centres commerciaux de magasins d'usine, qui, depuis une dizaine d'années, se multiplient : Marques Avenue (un ensemble de 110 boutiques, créé en 1993) et Mc Arthur Glen (un centre de 60 magasins, lancé en 1995 par un groupe américain), situés de part et d'autre de l'agglomération troyenne, provoquent régulièrement des embouteillages sur les axes d'accès à leur centre. Les clients viennent en masse acheter des marques à prix réduits. Pour cela, ils n'hésitent pas à prendre la route : le trajet moyen parcouru par les consommateurs pour se rendre à Marques Avenue est de 296 kilomètres aller-retour (étude BVA 1996). En revanche, leur fréquence de visite est faible : la majorité des consommateurs ne viennent que deux à trois fois par an, contre dix-sept fois pour un centre traditionnel.

Dans un premier temps, l'effet prix, combiné à l'effet marque (Le

La Grande-Bretagne et la France d'abord

Le 1^{er} juin 1998, on recensait un peu plus de 30 centres commerciaux de magasins d'usine en Europe, dont une grosse moitié en Grande-Bretagne (18). De nombreux projets ayant d'ores et déjà obtenu leur autorisation, leur nombre devrait doubler dans les trois à cinq ans qui viennent. Tous les pays seront concernés par ce développement, la France et le Royaume-Uni demeurant les deux principaux marchés (une cinquantaine à eux deux).

Quatre ou cinq promoteurs devraient se partager le plus gros du marché, dont Concepts et Distribution, McArthur Glen et Value Retail.

Pas toujours irréprochables

« LE BUT recherché dans nos magasins d'usine n'est pas de faire économiser 5 francs au consommateur sur une paire de tennis à 20 francs, mais 300 francs minimum sur des chaussures à 1.500 francs », précise Alain Salzman. La plupart des magasins d'usine affichent cette même vocation : offrir au client des réductions de 30 % à 50 % (cela peut aller jusqu'à 70 %) sur des grandes marques. Promesse aisée à avancer, moins facile à garantir. Il n'est pas rare en effet d'y trouver des produits dont la réduction n'excède pas les 20 %. Pis, il arrive aussi que des magasins d'usine aient en rayon des articles dont le prix est égal, voire supérieur, à celui affiché dans les réseaux traditionnels. Des produits soldés une première fois en boutiques de centre-ville et qui n'ont pas trouvé preneurs peuvent enfin se retrouver en magasins d'usines à un prix plus élevé que celui du premier soldé.

Le consommateur peut aussi se faire « avoir » sur la qualité. Les articles vendus en magasins d'usine peuvent présenter des défauts. Ces derniers sont plus ou moins visibles, plus ou moins graves. Un lit-sérail légèrement plus pâle que la normale, un petit fil qui dépasse d'une maille ou un raccord d'imprimé plus ou moins réussi à un endroit discret du vêtement ne portent pas à conséquence. En revanche, une paire de Weston homme à 2.000 francs dont le cuir d'une chaussure se fendille sur le côté après qu'elle a été portée une demi-douzaine de fois – comme nous l'a signalé un témoignage – voilà de quoi faire crier au scandale !

Bernard, lui, avait craqué pour une paire de Bally qu'il a achetée en magasin d'usine à 400 francs, alors qu'il l'avait repérée en boutique traditionnelle à 700 francs. De retour chez lui, il découvre une

différence d'une demi-pointure. Il n'a pas hésité à retourner dans le magasin pour le signaler et obtenir une ristourne supplémentaire de... 200 francs.

Il ne faut pas oublier : les magasins d'usine sont une chance pour les industriels, qui tirent de cette forme de distribution plusieurs avantages. Ils leur permettent d'assurer, de façon constante, une diffusion de leurs volumes d'inventures, d'obtenir un prix de cession des marchandises correct (car peu éloigné de leur prix de revient industriel) et de maintenir un contact direct avec leurs produits. Autrement dit, les industriels peuvent, en choisissant ce circuit de distribution, éviter de céder sans contrôle leurs invendus à des grossistes ou à des soldeurs qui répandent la marchandise un peu partout, et notamment sur les marchés, avec pour effet de déprécier la marque. Ces avantages peuvent se suffire à eux-mêmes. Ils peuvent aussi encourager les dérives.

Pour être intéressants (il y a de vraies occasions), les magasins d'usine n'en sont donc pas pour autant irréprochables. Il est nécessaire de rester vigilant, surtout lorsqu'on a parcouru 300 kilomètres pour faire des affaires. Tenter de se tenir au courant des prix pratiqués en boutiques traditionnelles et vérifier si l'article ne comporte pas de défauts majeurs sont deux des règles à respecter si l'on veut ne rien regretter.

V. Ca.

* Le Magazine Que choisir ? de septembre 1998 sort une enquête sur les arnaques de magasins d'usine et donne quelques enseignements qui assurent bien les 30 % de réduction annoncés.



Ci-dessus, Quai des Marques, à Franconville.

plotté cette carte à fond. Les principes qu'elle fixe à ses centres sont identitaires : chaque pôle de magasin doit être installé au cœur d'une région fortement marquée par son passé industriel. Il doit aussi être un regroupement de véritables magasins d'usine, gérés par les industriels eux-mêmes, qui s'engagent à respecter un écart de prix minimum de 30 % par rapport au prix pratiqué dans le commerce traditionnel.

L'EFFET CLIQUET

Pour Concepts et Distribution, cette charte a pour objectif de se démarquer des différents projets apparus dans les années 80 – Usine Center, Moins X % – et de donner un élan nouveau aux centres de magasins d'usine.

Les magasins d'usine vont probablement devoir aborder, dans les années à venir, la troisième étape de leur développement. Nés avec la crise, ces centres ne courent-ils pas, en effet, le risque de souffrir de la reprise économique ? « Je crois beaucoup à l'effet cliquet, ce terme employé par les sociologues pour dire que, lorsqu'un engrenage a été dans un sens, il ne peut plus aller dans le sens inverse », précise Alain Salzman. Les consom-

mateurs qui ont découvert ces centres commerciaux continueront à y aller. D'autant que leur consommation en magasins d'usine ne se substitue pas à leur consommation en général, elle est complémentaire. Ces clients continueront, à mon avis, à partager leurs dépenses entre ces centres et les magasins traditionnels.

Il n'empêche. Forts de leur optimisme, les responsables de Concepts et Distribution ont mené une réflexion de développement qui les a conduits au projet de Romans. Il ne s'agit plus, avec ce village, d'apporter une offre appropriée à un consommateur morose, mais d'offrir un moment de plaisir à un client prêt à se laisser séduire. Une vision nouvelle que le groupe compte bien étendre en France et à l'étranger (Espagne, Portugal, Italie, Pologne).

Dans l'Hexagone, Concepts et Distribution travaille d'ores et déjà à un projet à Calais, au point de départ et d'arrivée du tunnel sous la Manche. Ce complexe prévu pour l'an 2000 aura, cette fois, pour ambition de devenir le premier village de magasins d'usine à vocation européenne.

Véronique Cauhapé

Le n°1 français des atlas économiques

Crise en Asie, crise en Russie... Un guide plus que jamais indispensable!



Nouvelle édition enrichie, nouveau format, nouveaux tableaux, davantage de chiffres

336 pages

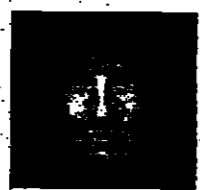
Les 226 pays étudiés : production agricole - production minière - énergie - production industrielle - politiques économiques - finances publiques - commerce extérieur - régime des changes - investissements étrangers - dette extérieure - tableau de bord économique - régimes politiques et constitutionnels - population et démographie - indicateur de développement humain - classements mondiaux

36.17 ATLASCO
www.atlaseco.com

chez votre marchand de journaux

هكذا من الإصحاح

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« La Maison
du sommeil »,
de Jonathan Coe
page II

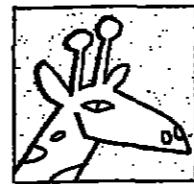


CHRISTINE ANGOT
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1998

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VIII



PHILOSOPHIE
Marcel Gauchet tente
d'élucider le paradoxe
d'une laïcité
triomphante
et mourante
page XI

Freud et son fougueux disciple

L'Amérique et le sexe. Une vieille affaire que mettait déjà en lumière la correspondance entre le savant viennois et Ernest Jones

Excellent épistolier, Freud a rédigé environ vingt mille lettres dont dix mille seulement ont été retrouvées puis déposées à la Library of Congress de Washington. Trois mille deux cents d'entre elles ont déjà été publiées, parmi les quelques centes adressées à son camarade de classe Edmund Silberstein, puis à son alter ego Wilhelm Fliess, et enfin à ses disciples et amis Sándor Ferenczi, Karl Abraham, Carl Gustav Jung, Delfino Blasivante, etc. La réception de la correspondance avec Léo Andreas Salomon, déjà parue, il manque encore à ce tableau éditorial les lettres échangées par Freud avec les femmes de sa famille : sa fiancée Martha, sa belle-sœur Minna et sa fille Anna.

La correspondance de Freud avec Ernest Jones est à cet égard d'une richesse exceptionnelle. Fort bien préfacée par Riccardo Steiner, elle

est en outre remarquablement traduite en français par Pierre-Emmanuel Dauzat, Marielène Weber et Jean-Pierre Lefebvre.

Né en 1879 à Gowerstown au pays de Galles, Jones joua un rôle considérable dans l'histoire du freudisme. Père fondateur de la psychanalyse en Grande-Bretagne et en partie aux États-Unis, artisan d'un débat central sur l'anthropologie, organisateur et président de l'International Psychoanalytical Association (IPA) pendant de longues années, il fut aussi par sa monumentale biographie de Freud l'initiateur de l'historiographie psychanalytique et de la traduction de l'œuvre de celui-ci en anglais (réalisée par James Strachey). Tout en étant fidèle au maître qu'il vénérait,

il n'hésita jamais à s'opposer à lui en favorisant par exemple l'essor des thèses de Melanie Klein qui s'inscrivaient à l'opposé de celles d'Anna Freud, ou en se confrontant sur la question de la télépathie et de la psychanalyse laïque. Politicien pragmatique, il eut le tort en 1935 de négocier avec les nazis un prétendu « sauvetage » de la psychanalyse en Allemagne, ce qui ne l'empêcha pas de se dévouer à la cause des émigrés européens qui fuyaient la peste brune en leur trouvant une terre d'accueil dans tous les pays anglophones.

Tout au long des six cent soixante et onze lettres rédigées par les deux hommes (1), on assiste aux principaux événements qui ont marqué le siècle et changé le destin de la psy-

chanalyse. On y voit aussi se déployer, pendant trente ans, un magnifique dialogue entre deux grands intellectuels radicalement différents par leurs goûts, leur éducation, leurs habitudes, leurs mœurs et leurs relations avec les femmes. Mais surtout, cette correspondance, bien plus que toutes les autres, est d'une brûlante actualité. Elle permet en effet de comprendre dans le détail de quelle manière l'Amérique puritaine, obsédée par une représentation perverse de la sexualité, a fini par détruire la psychanalyse, après l'avoir adorée, à force d'invoquer contre elle des imputations dignes de celles de Kenneth Starr contre Bill Clinton.

Durant les années qui précèdent la Grande Guerre, la doctrine freudienne est reçue partout dans le monde à la fois comme une méthode minutieuse, capable d'apporter aux hommes la pierre du bonheur, et comme une théorie subversive et immorale que l'on qualifie de « perversité ». Si, dans les pays latins, on la traite de science barbare née de la décadence tudesque, dans les pays protestants, et notamment au Canada et aux États-Unis, on la désigne comme une doctrine satanique et l'on n'hésite pas à menacer la ruine et la calomnie. En témoignage, il est nécessaire d'un article insensé paru en 1912 dans le *New York Times* sous la plume d'un certain Moses Allen Starr qui affirme avoir vu Freud mener à Vienne une vie de débauche. Bien entendu, Freud n'a jamais rencontré ce personnage.

En d'autres termes, la haine anti-



sexuelle que suscite la psychanalyse durant la première moitié du siècle est à la fois le symptôme de son progrès agissant et le signe de l'émancipation dont elle est porteuse. Freud soutient en effet que la liberté humaine repose sur l'acceptation du sexe et non sur l'illusoire projet de s'en débarrasser, fût-ce au nom d'une religion ou d'une rédemption des péchés. Aussi se montre-t-il toujours féroce envers ceux qui, comme Jung, abandonnent la théorie sexuelle au profit de la « bonne noire de l'occultisme » : « Je n'attends pas de succès immédiat mais une bataille incessante. Quiconque promet à l'humanité de la libérer des épreuves du sexe sera accueilli en héros, on le laissera parler - quelque dure qu'il débite. » En faisant ainsi de la sexualité le fondement d'une liberté subjective, Freud rompt autant avec les technologies religieuses de

l'aveu ou de la confession qu'avec l'idéal scientifique de la sexologie : ni chasse aux sorcières, ni classification positiviste, ni fascination pour un quelconque érotisme de bazar. Il ne s'agit pas pour lui de juger le sexe ou de le rendre transparent ou spectaculaire, il s'agit au contraire de le laisser parler librement, de la manière la plus normale et la plus vraie. Car rien n'est plus étranger à la conception freudienne que l'idée puritaine selon laquelle la sexualité serait naturellement malsaine. Ainsi Freud est-il l'inventeur d'une science de la subjectivité qui va de pair avec l'instauration dans les sociétés occidentales des notions de « vie privée » et de sujet du droit. Si cet espace intime et « normal » est détruit ou qualifié de pervers, comme cela est de nouveau le cas aujourd'hui outre-Atlantique, plus aucune pratique de la psychanalyse n'est possible, et la cure par la pa-

role est alors remplacée par des tribunaux d'inquisition, des thérapies chimiques ou des pratiques magiques.

(1) Freud écrit tantôt en anglais et tantôt en allemand.

Lire la suite page XI

Mallarmé en finit avec le XIX^e

Avant de mourir il y a juste cent ans il légua la modernité à notre siècle

Mallarmé est mort le 9 septembre 1898. Prématurément comme on dit : il n'avait que cinquante-six ans. Veritable avatar des vapours de l'absurde, le poète, malade des colonies, était mort en 1891. Bizarrement, le XIX^e siècle semble tenir dans le carcan jaloux de ses étroites limites des poètes dont la vocation est de s'élever à grands pas de la « vieillesse » poétique qui les a vu

naître. Mallarmé, homme de cette fin de siècle s'il en fut, attaché à son époque par mille préoccupations et traits, est au même instant, par excellence, le poète de la modernité, l'inventeur même de cette modernité dont le langage fut le théâtre. Homme bourgeois de la III^e République, bon père de famille, ami exquis, amateur d'art raffiné, il fut aussi le militant solitaire, l'activiste - il témoigna en 1894 en faveur de son ami l'anarchiste Rénée - d'une révolution beaucoup moins tranquille qu'on ne voudrait le croire.

Mais les dates, les images liées aux dates, ont-elles une si grande importance ? Dans les ciels les plus plombés, il est des ouvertures, des trouées. L'une est pour nous Mallarmé. Et c'est par là que l'auteur d'*Un coup de dés* s'affranchit du « stupide XIX^e siècle ». A son « cher Verlain » Mallarmé écrivait, avec cette souplesse admirable, cette intelligence de la langue, un jour de

l'hiver 1885 : « Au fond, je considère l'époque contemporaine comme un intermède pour le poète, qui n'a point à s'y mêler : elle est trop en désaccord et en effervescence préparatoire, pour qu'il ait autre chose à faire qu'à travailler avec mystère en vue de plus tard ou de jamais et de temps en temps à envoyer aux vivants sa carte de visite, stampes ou sonnet, pour n'être point lapidé d'eux, s'ils le soupçonneraient de savoir qu'ils n'ont pas lieu. » Et il ajoutait : « La solitude accompagne nécessairement cette espèce d'attitude. » Paroles sublimes, toutes de douceur et de violence, de retrait et d'orgueil. « Travailler avec mystère » : l'association des deux mots souligne combien l'homme au vaste univers spirituel, à cette totale mystérieuse dont il postulait l'existence ne pouvait se faire, pour Mallarmé, que dans l'obscur labeur solitaire des mots, un à un, agencés, organisés, loin de « l'inférieur despotisme ».

Les anniversaires officiels ont été inconvénients, cette lourdeur de bloquer celui qu'on fête dans son propre temps, de le contraindre de fleurs datées et fanées, sans parler. Comme le remarque Philippe Sollers, « *Lauréat* » et *Rimbaud* sont repliés de force dans le XIX^e siècle. Mallarmé *idem*. Si l'exposition Mallarmé se tient - à partir du 29 septembre - au Musée d'Orsay, établissement voué sans discrimination au XIX^e, ce n'est pas un hasard. Mais les commémorations ont aussi des avantages : en particulier celui de remettre en lumière une

œuvre trop célébrée pour être vraiment lue et connue. L'accès renouvelé aux textes - on sait que pour Mallarmé le problème est complexe : pour une large part, l'œuvre est posthume, laissée en chantier, inachevée - est une chance. L'édition de la nouvelle « Pléiade » Mallarmé, dirigée par Bertrand Marchal, dont le premier des deux volumes - l'œuvre poétique en vers et en prose - vient de paraître, peut ainsi être considérée comme un événement. Loin des fausses cohérences, il renouvelle la vision du grand projet mallarméen. Philippe Dagen de son côté se penche sur l'amateur d'art et de mode, le critique pertinent, l'ami de Manet et de Whistler. Ce n'est pas la moindre part de son génie.

Quant à la biographie du poète signée par Jean-Luc Steinmetz (Payot), elle a au moins le mérite d'actualiser et d'amener les informations rendues disponibles, grâce notamment aux travaux du premier biographe, Henri Mondor, qui préparait, avant de mourir en 1962, l'édition de la correspondance. D'autres publications, dont on trouvera la liste à côté du rappel des principales éditions et études passées (p. VI), démontrent que Mallarmé continue de susciter l'intérêt des chercheurs. Regrettons simplement que le deuxième volume des œuvres dans l'édition exemplaire due à Carl Paul Barbler et Charles Gordon Millan, chez Flammarion, n'ait pu bénéficier de ce beau mouvement éditorial.

* Lire également pages VI et VII

ISABELLE HAUSSER LA CHAMBRE SOURDE

roman

Une insolite histoire d'amour :
celle d'une passion conjugale revécue
à travers les archives du KGB
et les caprices de la mémoire

Éditions de Fallois



هكذا من الإيهل

LE MONDE / VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1998 / IX

mots

D'un Lénine à l'autre

Hélène Carrère d'Encausse propose une vision synthétique, aux jugements sévères mais justes, du seul leader charismatique « qui ait bénéficié depuis sa mort d'un destin posthume exceptionnel »

LÉNINE
Le chef de sang et de fer
d'Hélène Carrère d'Encausse.
Fayard, 682 p., 168 F.

Dans son avant-propos, Hélène Carrère d'Encausse observe que, « préservé dans son mausolée jusqu'en 1992 (...) et protégé par le poids terrestre du communisme, Lénine est bien le seul des leaders charismatiques qui ait bénéficié depuis sa mort d'un destin posthume exceptionnel ». Établir ainsi un lien entre l'Histoire en devenir et le devenir du regard porté sur Lénine permet effectivement de cerner à la fois la portée de son action et la nature du livre qui lui est consacré.

Première constellation, les écrits des militants révolutionnaires, russes ou non, fascinés par un idole, Octobre, qu'ils s'avaient pas imaginé. Pour Georg Lukacs, dont le *Lénine* (1) paraît dès 1924, année même de sa mort, « il est le plus grand penseur que le mouvement ouvrier et révolutionnaire ait produit depuis Marx », voyant « les problèmes de son époque tout entière dans la situation de la Russie (...) jusqu'à la réalisation du socialisme dans un pays rural arriéré ». Discernant « l'actualité de la révolution », il a su également lui lier la question de la nature du parti du prolétariat et de son organisation, étant entendu que la révolution ne pouvait être le produit de son activité, mais bien le résultat d'une crise générale. Selon cette école, Lénine a su mettre en cause le caractère formel de la démocratie, car sa pratique transforme les travailleurs en citoyens abstraits, les atomisant en tant que classe, alors que celle-ci peut se régénérer dans les conseils, l'État devenant alors une arme du prolétariat pour autant que ces soviets ont pris le pouvoir.

L'historienne ne conteste pas les prémisses de cette analyse, l'essentiel étant la démonstration que Lénine développe dans *Que faire ?* :

l'absence d'une conscience de classe imée chez les ouvriers condamne leurs mouvements spontanés à déboucher sur des compromis, ce qui rend compte de la nécessité de créer un type particulier de parti, qui exercerait une fonction d'avant-garde. Elle note également que Lénine manifeste son talent politique par sa capacité à s'adapter aux événements plus qu'à les prévoir, puisque 1905 et février 1917 le surprennent. Pour le reste, elle rompt avec ce regard des militants révolutionnaires, qui glisse sur l'élimination brutale des partis politiques, légitime la dissolution de l'Assemblée constituante, expression « formelle » d'une démocratie « dépassée ». Cette première vulgate

bureaucratisation du pouvoir, sur la méfiance de Lénine envers Staline, ce que conforte le « testament de Lénine », mais Hélène Carrère d'Encausse souligne que la rupture ne date que de la fin 1922 et que, depuis 1917, la confiance a régné entre les deux hommes. Ces argumentaires veulent ignorer que Lénine et Trotski ont activement participé à la colonisation des institutions de la société civile et que cette bureaucratisation a consolidé le pouvoir des apparatchiks, apparus dès 1917.

Lorsque, avec le rapport Khrouchtchev, les Soviétiques dénoncent les crimes de Staline, ils retournent leur position, et ce fut à leur tour d'affirmer que Staline et le « culte de la personnalité » n'avaient rien de commun avec Lénine. De sorte qu'en 1956 stalinistes, trotskistes, communistes, soviétiques ou pas, ont constitué la garde rapprochée qui protégeait la mémoire de Lénine des critiques qui pointaient, venues tant d'opposants que d'anciens révolutionnaires qui l'avaient pratiqué et dont la « garde » a minimisé les analyses, quand elle ne les passa pas sous silence.

A la chute du communisme, tout un tintamarre a accompagné l'ouverture des archives interdites. Dimitri Volkogonov en a fait un livre, *Le Vrai Lénine* (4), comme si elles seules rendaient compte de son action. Au reste, Richard Pipes, qui vient de publier une bonne partie de ces textes inédits, et qui est le plus mordant des analystes critiques de l'URSS, juge « qu'il serait naïf de croire que ces archives modifient vraiment ce qu'on savait ». (5). Ce tintamarre étonne donc d'autant plus qu'il émane d'anciens communistes ou maoïstes clamant des vérités qu'autrefois ils refusaient de reconnaître, et présentant quelquefois leur propre retour comme un brusque acquis de la science. Voilà un reproche qu'on ne fera pas à Hélène Carrère d'Encausse.

Apparue dans le champ de la soviétologie aux temps de la guerre froide, elle s'est illustrée, après ses travaux sur le réformisme en pays d'islam russe, par un article-joyau sur « Lénine et le droit à l'autodétermination » (6), qui rompait avec la vision idéologique de l'histoire de l'URSS. Son *Lénine* d'aujourd'hui se situe dans la même perspective. Avec talent, elle propose une synthèse brillante, fiable, aux appréciations sévères mais justes. Disons seulement qu'à la vision militaire du pouvoir qu'elle décelait chez Lénine, on pourrait ajouter qu'il aborde le corps social comme un chirurgien traite le corps humain : il tranche, sans état d'âme, et a une vision thérapie de l'Histoire ; sa cruauté est abstraite, comme l'est sa vision de l'homme, ou des classes, ce qu'a bien vu l'historienne. Ce qui n'empêche pas Lénine d'être cynique : nous-même avons analysé un « faux » qu'il signe comme président du Comité révolutionnaire provisoire, qui trône dans les archives ; mais, comme dans *La Lettre volée*, de Poe, personne n'a voulu le voir.

En prenant le pouvoir, Lénine avait cru s'emparer du présent pour améliorer le sort de l'homme. En réalité, il a exploité un capital de violence et de frustrations accumulés depuis des siècles, ce qui rend compte, autant que l'action des bolcheviks, des crimes qui ont suivi. Seulement, au lieu de tenter de les réfréner, il les a encouragés, pensant contribuer à la création de l'homme nouveau qu'il croyait inscrit dans l'Histoire.

Plus que les différences, ce sont les similitudes qui frappent. Le Géorgien de Gori comme le juif d'Ukraine sont des provinciaux minoritaires dans l'immense empire russe du XIX^e siècle. Ils oublieront vite leur origine et seront pro-Russes, parce que trop engagés dans la cause marxiste pour se sentir nationalistes. Mais ce n'est que parvenus à la majorité qu'ils découvriront Petersbourg, a fortiori l'étranger, qui restera pour Staline terre quasiment inconnue.

Michel Tatu

Naissance de deux destins

Jean-Jacques Marie retrace les années de jeunesse de Staline et Trotsky

STALINE
TROTSKY
de Jean-Jacques Marie.
Ed. Autrement.
« Naissance d'un destin »,
respectivement 224 p.,
et 230 p., 89 F. chacun.

La collection « Naissance d'un destin » entend passer au crible l'enfance et l'adolescence de grands hommes de ce siècle pour tenter d'y découvrir ce qui a façonné leur vision du monde et leur caractère, leurs qualités et leurs défauts. Mais l'entreprise se heurte à deux difficultés. D'abord, il n'est pas sûr que l'enfance soit « le tout d'une vie, puisqu'elle nous en donne la clef » (Mauriac). Ensuite, les sources, toujours difficiles d'accès, ont souvent été déformées pour les besoins de la propagande.

Signant simultanément ces *Staline* et *Trotsky*, Jean-Jacques Marie se tire pour l'essentiel avec bonheur de ce double dilemme. Sa tâche était plus facile avec le second qu'avec le premier - Trotsky a laissé une autobiographie, alors que les renseignements sur le jeune Staline ont toujours été fragmentaires et souvent contestés. L'auteur s'est donc rabattu sur les cinq années du futur dictateur au séminaire de Tiflis. Il a épluché les notes et les appréciations portées sur l'élève, découvert au passage quelques précisions inédites comme l'origine du surnom de Koba (le héros d'un roman lu dans la clandestinité) choisis puis gommés par Staline.

Plus que les différences, ce sont les similitudes qui frappent. Le Géorgien de Gori comme le juif d'Ukraine sont des provinciaux minoritaires dans l'immense empire russe du XIX^e siècle. Ils oublieront vite leur origine et seront pro-Russes, parce que trop engagés dans la cause marxiste pour se sentir nationalistes. Mais ce n'est que parvenus à la majorité qu'ils découvriront Petersbourg, a fortiori l'étranger, qui restera pour Staline terre quasiment inconnue.

Tous deux commencent leurs études comme d'excellents élèves. Ils les terminent moins bien, en rébellion contre le système, mais ils gardent de ces années une même passion pour la lecture. C'est par elle qu'ils amorcent vers 1898-1899 une carrière de « révolutionnaire professionnel » qui les conduit l'un et l'autre à la prison et en Sibérie. Autres traits communs, leur grande indifférence vis-à-vis des hommes, l'absence d'amis véritables et leur susceptibilité face à la critique. La seule personne à laquelle Staline ait réellement été attaché, sa mère « Kéke », ne reçoit que quelques lettres laconiques d'un fils qui boudait son embaumement. Trotsky, lui, ne voit dans les individus que des entités abstraites : il les utilise s'ils servent ses idées, sinon il les écrase de ses sarcasmes.

Bien qu'avant vécu toute son enfance dans le confort d'une maison familiale de paysan aisé, Trotsky détestera toute sa vie la campagne. Devenu l'homme des villes, il n'en exerce pas moins la vie de bohème et le dilettantisme des intellectuels. Toutefois, s'il aime être tiré à quatre épingles, il supporte sans état d'âme la vermine des prisons. Staline, lui, reste au fond beaucoup plus fidèle à son image d'humble fils de condonier. Marie suggère que c'est au séminaire, conçu comme une « forteresse de caste », que le futur dictateur emprunte l'idée d'un parti d'élite appelé à diriger le peuple, vérité indiscutable parce que révélée, des rites et un culte qui fonderont une nouvelle religion. C'est aussi ce milieu hypocrite, où les moines affichent une fausse vertu et les élèves une fausse docilité, qui le rend méfiant vis-à-vis de tous les enthousiasmes et du « spontanéisme ». Il a trop appris à dissimuler pour ne pas soupçonner partout le même défaut.

Somme toute, ni Staline ni Trotsky n'auraient pu accomplir leur destin sans Lénine, qui aura su distinguer les défauts et les qualités de l'un et de l'autre et en faire la synthèse.

Michel Tatu

DIDIER VAN CAUWELAERT

Corps étranger

roman

Didier van Cauwelaert

Corps étranger

roman

Albin Michel

«Le rêve de tout homme, le désir de toute femme... Savoureux !»

PIERRE BOUTEYER, *FRANCIS JAMES*

«Un roman étrange et étonnant. Formidable !»

PATRIK POIRÉ D'ARNO, *EXALON*

«Féroce et tendre. Le meilleur de ses livres.»

STEPHANE HOFFMANN, *MADAME FIGARO*

Albin Michel

